

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Leçon d'une reculade (*Amédée Dunois*). — Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat (*Jacques Sadoûl*). — Amsterdam, Moscou, Londres (*A. Losovsky*).

Les Institutions soviétistes; l'Institut supérieur de formation politique et d'instruction générale (*N. Kroupskaïa*). — Les Communistes internationaux en Ukraine, etc.

La Leçon d'une Reculade

Dans une circulaire privée adressée en janvier 1870 par le conseil général de l'Internationale — première du nom — aux comités généraux des diverses « branches » dont se composait la grande association, — circulaire où d'un bout à l'autre se révèle l'ardente inspiration de Marx —, on trouve un passage important consacré à l'Angleterre et au mouvement ouvrier anglais. Passage d'une vérité d'observation si profonde qu'il demeure vrai encore après qu'un demi-siècle s'est écoulé et que j'ai éprouvé le besoin de m'y référer, en apprenant ce matin, par les dépêches de Londres, l'écroulement des grandes espérances qu'avaient fait naître, au cœur des communistes de tous les pays, les préparatifs de mobilisation effectués par la Triple Alliance.

Tous les éléments constitutifs de la révolution existent en Angleterre, déclare la circulaire précitée ; ce qui manque, c'est, chez les ouvriers, le souffle révolutionnaire. L'Angleterre est le seul pays où il n'y ait plus de paysans, où la propriété foncière soit concentrée en un petit nombre de mains ; le seul pays où le capital se soit emparé de toutes les branches de la production ; le seul pays où, donc, la grande majorité de la population consiste en ouvriers salariés et où « la lutte des classes et l'organisation de la classe ouvrière par les Trade-Unions ont acquis un certain degré de maturité. A cause de sa domination sur le marché du monde, c'est le seul pays où chaque changement dans les faits économiques doit immédiatement réagir sur le monde entier. Si le land-

lordisme et le capitalisme ont leur siège dans ce pays, par contre les conditions matérielles de leur destruction y sont plus mûries. »

Oui, mais il y a une ombre à ce tableau si fermement brossé. Et cette ombre, la voici : « *Les Anglais ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale ; ce qui leur manque, c'est l'esprit généralisateur et la passion révolutionnaire.* »

Hélas ! à considérer les derniers événements, il semble bien que si les ouvriers anglais ont acquis, sous les coups de fouet de l'expérience, un peu de cet esprit de généralisation dont Marx, en 1870, déplorait qu'ils fussent dénués, et qui constitua précisément à partir de 1890, l'une des caractéristiques essentielles du « *ouïvet unionisme* » ; ils continuent à manquer de nos jours encore de passion révolutionnaire. Et c'est bien la raison pour laquelle l'Angleterre est devenue le dernier refuge de la Deuxième Internationale, celle des social-traitres, des social-renégats, des ministres de rois et autres profiteurs de guerre et autres mercantis de la politique !

Certes, pour être tout à fait juste, il importe de distinguer entre le nouvel et l'ancien unionisme ; il y a des hauts et des bas dans le particularisme corporatif, comme il y en a dans le conservatisme social et si l'ancien unionisme avait atteint les degrés les plus hauts, le nouveau s'est bien gardé de rompre entièrement avec les préjugés et les pratiques de l'ancien. Entre les deux, disait, dès 1895, à M. Paul des Rousiers, un professeur anglais d'économie po-

litique, « il n'y a guère qu'une différence d'âge ». Cette différence-là, le temps se charge, à lui tout seul, de l'effacer !

En fait, le « nouvel unionisme » n'a guère innové qu'en élargissant le champ de recrutement des Trade-Unions, par l'admission des ouvriers non qualifiés, des manœuvres au sein de ces dernières. S'il a rajeuni les vieilles organisations ouvrières en les démocratisant, il a maintenu à peu près intactes les anciennes méthodes, faites de négociations et de transactions perpétuelles, en quoi consiste ce qu'on nomme là-bas la *diplomatie industrielle*. Ces procédés désuets dont s'enchantent nos opportunistes pouvaient être de mise avant la guerre; avec le renforcement des antagonismes de classes qui caractérise violemment l'après-guerre, ces procédés sont devenus insuffisants et leur impuissance les condamne à jamais.

**

Ils sortent stigmatisés définitivement des fâcheux événements de la semaine dernière. Je ne puis ni ne veux entrer dans le détail des faits, dont nous n'avons ici qu'à considérer la leçon. La leçon tient en quelques lignes : tout autant, sinon plus que la Deuxième Internationale politique, l'Internationale syndicale est un cadavre. On pouvait jusqu'ici ne le croire qu'encombrant ; il est nuisible ; il répand autour de lui l'infection et la mort. Le salut de la révolution prolétarienne exige qu'on l'ensevelisse au plus tôt.

L'Internationale syndicale d'Amsterdam doit disparaître : dire qu'elle n'est pas au niveau des hautes nécessités actuelles, ce n'est pas assez dire. Il y a plus : par l'incompréhension de son esprit, par la veulerie de ses méthodes, elle est un obstacle à l'action des masses, qui exige intelligence, audace et liberté. Les temps de la diplomatie industrielle sont passés, comme sont finis les temps du parlementarisme, comme sont finis les temps où le prolétariat pouvait se contenter de n'être ni vainqueur ni vaincu. Aujourd'hui, il faut vaincre ou mourir. Entre le capital et le prolétariat, c'est désormais une question de force. Refuser le combat, sous prétexte qu'on risque d'en sortir affaibli, voire vaincu c'est là qu'est la défaite ! Et c'est pourquoi, après la reculade des cheminots et des transports anglais, le *Daily Herald* peut écrire que cette reculade constitue « la plus lourde défaite que, de mémoire d'homme, ait subi le parti travailliste ».

Encore une fois, il ne faut pas dire que le prolétariat doivent s'interdire désormais tout recul ; il y a des reculs stratégiques qui sauvegardent l'avenir du mouvement et ne le compromettent pas. Ce que nous stigmatisons, ce n'est pas le fait de reculer parfois — le recul

peut être, il est souvent une nécessité de fait — c'est le recul érigé en système, qui aboutit aux pires désastres et dont l'histoire du syndicalisme a fourni jusqu'ici tant d'exemples. Cela et pas autre chose.

Eh bien, il faut en finir avec la perpétuelle peur des coups : en vain, la nomme-t-on prudence : elle n'est pas prudence, mais lâcheté : ni l'action syndicale ni l'action socialiste ne s'accrochent, au temps où nous sommes, après les crimes sans nom accumulés par l'impérialisme du capital, de sentiments pusillanimes. Les batailles ne se gagnent plus — si l'on peut dire — en les évitant : qui s'y refuse est un vaincu qui, d'avance, a consenti sa défaite, qui s'y refuse est vaincu deux fois.

Il faut en finir avec la *diplomatie industrielle*, comme avec toutes les diplomaties, faites qu'elles sont de routine et de ruse. Elles coûtent plus cher aux masses que le franc et déclaré combat. Il faut en finir avec l'Internationale d'Amsterdam, qui croit compenser l'âme absente, l'idéalisme absent, par l'énormité des effectifs qu'elle agglomère. Qu'on ne dise pas qu'elle n'a rien à voir dans cette affaire : Thomas, le président des cheminots anglais, le chef réel de la Triple alliance industrielle, n'est autre que le président de l'Internationale syndicale. Lorsque, il y a quinze jours, il rentra d'Amsterdam où il avait assisté aux conférences sur les réparations, la bourgeoisie anglaise eut un soupir de soulagement : Enfin, Thomas de retour ! tout va s'arranger !

Tout s'est arrangé, pour la bourgeoisie anglaise. Mais la Triple Alliance est à terre. Mais la grève des mineurs est presque irrémédiablement compromise. Mais tout ce grand mouvement est à recommencer.

Il recommencera, qu'on en soit sûr ! Puisse-t-il du moins, dans la phase nouvelle qui s'ouvrira pour lui, ne pas recommencer ses fautes. Le mot d'ordre de l'avenir doit être, pour l'Angleterre comme pour tous les pays : *Lutte de classe totale pour la révolution totale !* Le syndicalisme anglais doit cesser, comme celui de tous les pays, d'être un mouvement froidement corporatif, il doit se hausser au niveau d'un mouvement politique, je veux dire, d'un mouvement de classe. Il doit, comme dans tous les pays recevoir une éducation marxiste et communiste : à nos camarades anglais de la lui donner : le péril serait grand si l'heure du prolétariat venait à sonner avant que ce prolétariat fût à la hauteur de sa tâche. — Ah ! la besogne ne manque pas pour les communistes anglais ! Pourvu que ce ne soit pas le temps qui, en fin de compte, manque pour la besogne !

Amédée DUNOIS.

Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat

IMPRESSIONS ET SOUVENIRS

Lettre de Jacques Sadoul à Vaillant-Couturier

La lettre de Jacques Sadoul que nous publions aujourd'hui est datée de Pétrograd, 19 novembre 1920. Elle a donc mis cinq mois à nous parvenir, grâce au blocus de la Russie qui continue en dépit de toutes les mensongères déclarations officielles. Cette lettre annonçait la terrible nouvelle de la mort de nos amis Lefebvre, Lepetit, Vergeat et Toubine. Elle nous donne des impressions et des souvenirs qui, depuis cinq mois, n'ont rien perdu de leur poignant intérêt...

Camarade Vaillant-Couturier,

Je vais vous désespérer. Pardonnez-moi. Je ne peux pas me taire. Nous venons d'être accablés par une effroyable nouvelle. Rien n'est officiel encore. Une enquête se poursuit à Mourmansk. Mais les informations que nous possédons sont malheureusement trop précises pour que nous puissions douter de notre malheur. Et je pense que nos amis de France ont dès maintenant le droit d'être avertis et préparés à laisser toute espérance.

Raymond Lefebvre, Lepetit et Vergeat ont péri en mer, entraînant dans la mort le modeste et courageux Sacha, le dévoué camarade russe qui les guidait depuis Paris.

Nous ne saurons jamais sans doute s'ils furent assassinés par la canaille policière que l'Entente embusque aux frontières de la Russie ou s'ils sombrèrent dans la tempête. Qu'importe d'ailleurs, ils sont morts ! Ils tombèrent — après tant d'autres — victimes des barbares qui bloquent sournoisement la République ouvrière et paysanne. Le sang de nos martyrs est sur ces bandits. Nous ne l'oublierons pas.

J'avais conseillé à nos amis de patienter quelques semaines, sachant que des voies plus courtes et plus sûres allaient être ouvertes. Mais ces combattifs étaient impatients de combattre. Chaque télégramme annonçant l'imminence de la bataille qui allait mettre aux prises réformistes et révolutionnaires, à la C. G. T. et au Parti, les rendait plus frémissants et les attirait plus irrésistiblement vers la France.

Ils avaient hâte de rejoindre leur poste, de prendre pied dans ce Paris qu'ils adoraient,

de retrouver les êtres aimés dont ils évoquaient souvent le souvenir.

Ils voulaient partir. Malgré les tragiques pressentiments, assez obsédants pour arracher à ce nerveux, si sensible à la raillerie, cette confiance maintes fois murmurée d'un accent mélangé de colère et de crainte : « Je ne sais pourquoi, toute traversée m'affole ! », assez troublants pour l'empêcher de faire l'admirable descente du Volga, puis une délicieuse promenade sur la mer Noire, malgré ces avertissements mystérieux, Lefebvre accepta les risques connus et inconnus d'un voyage en mer. Il voulait partir. Ils sont partis.

Et nous n'avons plus qu'à pleurer quatre morts.

Inexorable fatalité ! Il semblait d'abord que le hasard les eût seulement rapprochés pour ce voyage. Et voici que le destin les lie indissolublement. Ils demeureront à jamais unis dans nos mémoires. J'imagine qu'un jour l'Océan, après avoir longuement bercé leur douleur et leur rêve, nous rendra leurs corps glacés éperdument attachés les uns aux autres.

Ils étaient si pareils et si différents. Un intellectuel et trois manuels. Sans effort ils étaient montés jusqu'à lui. Simplement il était allé vers eux. Durant leur course périlleuse, le terrassier, le chauffeur, le métallurgiste avaient souvent protégé de leur tendresse et de leurs poings le corps débile de l'écrivain, leur camarade et leur frère. Malgré d'énormes divergences éclatant en discussions véhémentes, ils s'étaient pris d'amitié profonde « durable jusqu'à la mort », prédisait Lefebvre appuyant l'avenir, qu'il construisait superbe et grandiose, aux épaules solides de ses vaillants compagnons de route. Il disait vrai. Jusqu'à la mort.

Si différents ! Un aristocrate devant qui la vie s'ouvrait facile, souriante et douce, enfant chéri des lettres et des arts, d'une curiosité universelle, d'une érudition surprenante, fleur somptueuse et rare de haute culture française. Trois prolétaires condamnés depuis l'enfance au travail exténuant, parvenus à force de peine à arracher quelques lambeaux de cet enseignement que l'égoïste bourgeoisie réserve jalousement à ses fils. Breton, Parisien,

Normand, Russe, juif, catholique, protestant...

Si pareils ! Séparés par tant d'abîmes, ils devaient pourtant déboucher sur la même route et s'y rencontrer quelque jour, les yeux fixés sur la même étoile, chargés de la même mission merveilleuse, tous quatre pèlerins de l'absolu. Tous quatre jeunes, ardents et purs. Tous quatre superbes d'audace, affamés de justice, brûlant du désir de renouveler le monde et de le sauver. Et tous quatre débordants d'amour.

Avec avidité nous bûmes la fraîche rosée de leur tendresse. Après six années de guerre, trois années de combats révolutionnaires, après tant d'angoisses, après tant de crimes bourgeois, après tant de martyrs prolétariens, la haine des uns est née de l'amour des autres, la volonté s'est tendue pour ne pas être brisée, le cœur s'est cuirassé pour ne pas éclater. Il s'est fermé à l'amollissante pitié mais aussi à la joie. Un durcissement de l'être s'est produit. Dans l'homme exclusivement voué à l'action, la raison seule et les nerfs vivent encore. Anesthésie du sentiment, déplorable et douloureuse mais, croyez-m'en, inévitable et malheureusement nécessaire. Sinon, pourrait-on faire ce qu'on doit faire et en supporter le poids ?

Sur nos âmes meurtries les quatre messagers de France répandirent le baume d'une sensibilité intacte, également vive en chacun d'eux. Sous l'âpreté de Lepetit et sous l'impulsivité de Vergeat, on découvrait sans peine cette bonté généreuse que la mélancolie de Lefebvre et la bonhomie de Sacha laissaient paraître sans voiles.

J'appris à les bien connaître pendant ce voyage d'Ukraine que j'avais organisé surtout à leur intention. Attentifs et passionnés, ils y puisèrent une riche documentation. Plus aisément qu'à Moscou, antique capitale, ankylosée par dix siècles de traditions accumulées, métropole puis nécropole des prêtres, des fonctionnaires et des marchands, empoisonnée par leurs restes corrompus, par les débris de la spéculation et du despotisme, mieux que dans cet énorme centre administratif nécessairement bureaucratique et froid, ils purent constater et constatèrent avec stupeur dans les villes et dans les campagnes la souplesse incomparable et la vitalité de la construction soviétiste. Ils se rendirent exactement compte de l'œuvre immense accomplie dans les Soviets, dans les Syndicats et dans le Parti Communiste. Ils approchèrent les masses. Ils contemplèrent avec un orgueil joyeux cette élite prolétarienne devenue maîtresse des organismes vitaux de la société nouvelle, la base de l'édifice révolutionnaire, colossalement grandie en science et en conscience par trois années de pouvoir. Ils admirèrent ce avant-garde ouvrière et paysanne, qui après avoir mis trois années d'héroïsme, de souffrance et de misère au service de la Révolution sociale demeure prête à consentir de nouveaux sacrifices, à souffrir et à mourir pour

la cause de l'émancipation humaine. Ils pénétrèrent le caractère sublime de ce peuple élu, prédestiné au martyre par son goût inouï du sacrifice.

A travers l'Ukraine fertile, vaste et peuplée autant que notre France, ce fut du nord au sud et de l'est à l'ouest une course vertigineuse. Cinq ou six fois par jour, trois ou quatre fois par nuit, des meetings improvisés rassemblaient des foules innombrables, rurales et citadines, déguenillées souvent et toujours enthousiastes. Au sommet de ces manifestations formidables brillait la flamme révolutionnaire de nos amis. Ils se dépensaient sans compter. Lefebvre et Lepetit s'épuisaient en discours.

Le masque douloureux de Lefebvre, sa haute et noble stature, sa claire diction ponctuée de gestes sûrs, la foi intense qui l'animait, déchaînaient des ovations qui secouaient toutes ses fibres et le laissaient brisé. L'âpreté de Lepetit, sa voix vibrante, si française, son pâle visage monacal où luisait la fièvre de deux yeux assombris, la douceur amère de son chant opposant sans cesse les bontés de demain aux cruautés d'hier le jetaient d'un coup au cœur même de ces multitudes exaltées, simples et rudes comme lui, en qui la vaste plaine russe, océan de terre et de neige semé d'îles boisées, développa ce sens de l'infini et de l'absolu que les ancêtres bretons de Lepetit reçurent de la contemplation de l'Océan, autre plaine. Entre elles et lui, dès les premiers mots, cette communauté d'idéalisme semblait établir un lien mystique.

Comme ils rirent, comme ils vibrèrent, comme ils pleurèrent, nos pauvres camarades sur la voie triomphale tracée par notre train d'un bout à l'autre de la République de l'Espérance et du Sacrifice, digne d'eux comme ils étaient dignes d'elle. Ils pleurèrent beaucoup. Et leurs larmes mal dissimulées aux foules émuees, larmes de reconnaissance, de compassion et d'amour, affirmèrent mieux que les plus éloquentes discours la solidarité fraternelle qui unissait les quatre Français (on les désignait toujours ainsi) au prolétariat de Russie.

Solidarité, communion totale. En cette traversée trop rapide d'un monde nouveau, cette union dans la même foi pouvait seule leur permettre de dépasser les apparences et de plonger au fond des choses. Nous ne leur avions rien caché des erreurs, des fautes, nombreuses et graves qui avaient été et sont encore commises. Inévitable rançon de tout bouleversement social, de l'accession au pouvoir d'une classe opprimée et par conséquent ignorante. Ils savaient les difficultés vaincues. Ils étaient stupéfiés par les résultats.

L'admiration de Raymond Lefebvre s'affirmait sans réserves. Chaque jour il s'agenouillait pieusement devant la Révolution et l'adorait. Ame religieuse, doué d'une intuition singulière, il avait pressenti de loin plus qu'il ne l'avait connue la splendeur de la réalité. Sur place, son regard aigu, regard d'aigle

planant très haut, effleura chaque détail, puis embrassa et domina l'ensemble. Quand il quitta l'Ukraine il était nôtre absolument communiste jusqu'au tréfonds, impatient d'agir et puissamment armé pour l'action.

Vergeat et Lepetit, ce dernier surtout, ne furent jamais tout à fait conquis. Lepetit nous aimait bien mais ne nous ménageait guère. Souvent, d'étranges parti pris venaient obscurcir sa vision. Que d'exemples je pourrais citer de ses préventions et de ses retours.

Sur la foi des rumeurs circulant en Occident dans les milieux anarchistes il affichait, il affectait peut-être, étant homme de lutte et d'opposition, une curiosité et une sympathie extrêmement vives pour Mackno. Conduit au centre même du royaume incertain taillé au jour le jour par ce « camarade » dans la chair saignante de l'Ukraine soviétique, Lepetit constata aisément que les bandes de Mackno, pillardes et sanguinaires, accomplissaient une besogne purement destructive et démoralisatrice, que la « politique » de Mackno était exclusivement appuyée sur la petite-bourgeoisie paysanne. Il entrevit que cette expérience anarchiste n'était qu'une aventure misérable, bienfaisante seulement à la contre-révolution. Il oublia Mackno.

A Odessa, à Kharkow, Lepetit et Vergeat affirmèrent nettement la nécessité provisoire d'une dictature prolétarienne. A Poltava, à Znamenka, devant les unités rouges partant au front polonais, ces anti-militaristes, entraînés par la réalité, se surprirent à glorifier l'armée révolutionnaire. Ils en furent un peu gênés. Mais ils avaient compris — en ces occasions et en bien d'autres — la force irrésistible des faits à qui toute théorie doit se soumettre — sous peine de mort. Ces leçons n'étaient pas perdues. Mais elles aggravèrent la mauvaise humeur de Lepetit.

Vergeat plus souple, moins tenace, moins bretonnant, marquait plus volontiers ses capitulations. Il me semble pourtant en fin de compte que l'évolution subie par l'un et l'autre suivit à peu près la même courbe. J'ai souvent pensé que, revenus en France, ils eussent avoué une métamorphose beaucoup plus complète que celle qu'ils laissaient deviner ici. Mais à quoi bon hasarder cette hypothèse ?

Jusqu'au dernier jour, ils protestèrent contre la subordination — indiscutable en Russie — des Syndicats au Parti Communiste. Cette tutelle — légitime en Russie — ne serait pas souhaitable en France où d'ailleurs — dans l'état actuel des choses — on tenterait vainement de l'établir. Vergeat envisageait avec moi l'entrée en masse des syndicalistes communistes dans un Parti pur de tout alliage opportuniste et politicien, ce Parti devant ainsi, à un moment donné, contenir une majorité syndicaliste. Ils étaient d'accord pour admettre la nécessité d'une action parallèlement menée sur un terrain nettement déterminé, d'une collaboration de plus en plus

étroite allant jusqu'à la création d'un organisme unique, d'un Comité Exécutif commun à la C. G. T. et au Parti Communiste, établissant et surveillant — dans ses grandes lignes — l'exécution d'un programme d'action politico-économique de la classe ouvrière tout entière...

En ces semaines surchargées d'impressions, souvent — comme un éclair déchirant la nuit — un mot, un geste, une rencontre, venaient éclairer soudainement le mystère révolutionnaire et permettre aux enquêteurs d'apercevoir jusqu'au fond la vérité, cette vérité que Lefebvre, Lepetit et Vergeat recherchaient si anxieusement.

Ténacement ils examinaient le problème de la conquête du pouvoir, non plus du point de vue idéologique et théorique qui est encore nécessairement le point de vue français, mais du point de vue pratique qui est le point de vue russe, le point de vue d'un peuple qui ne s'est pas borné à proclamer la fatalité de la révolution prolétarienne mais qui l'a préparée et qui l'a faite. Tout militant qui par orgueil — comme quelques-uns — ou par stupidité — comme beaucoup — est incapable de mettre au point ses formules vieillies en utilisant l'expérience russe, qui se fige dans une théorie condamnée ou dépassée par les faits, est devenu contre-révolutionnaire. Il est dangereux autant et plus que le général qui se refuserait à transformer les anciennes conceptions tactiques et stratégiques bouleversées de fond en comble par les enseignements de la guerre de 1914-1918. Comme il advint à Cachin, à Frossard, à Rosmer, à tous les hommes de bonne foi capables de comprendre et d'apprendre, Lefebvre, Lepetit et Vergeat devaient évoluer ici dans la mesure où chacun était susceptible et dans le sens où chacun était porté à évoluer. Je viens de dire à quelle phase de cette évolution ils me parurent être respectivement parvenus à la fin du voyage d'Ukraine. Je les ai trop peu suivis ensuite pour savoir si la dernière période de leur séjour en Russie avait précipité leur transformation ou les avait au contraire amenés à se reprendre. Quoi qu'il en soit, je m'en voudrais de caractériser en formules trop nettes l'état d'âme de camarades qui ne sont plus là pour s'opposer à de telles interprétations. Considérez donc, je vous en prie, les réflexions précédentes comme impressions personnelles et rien de plus.

Certes, nous n'avons plus le droit de dessiner arbitrairement les sinuosités de la route neuve, plus large et plus courte, que les quatre pèlerins entendaient suivre pour arriver au but : la Révolution sociale. Mais le but n'avait pas changé. Leur voyage qui fut — d'un bout à l'autre — une prodigieuse leçon pratique leur avait enseigné par-dessus tout la nécessité d'une plus grande rapidité et d'une plus grande énergie dans l'action.

Ils n'avaient pas eu besoin de venir à Moscou pour proclamer qu'au premier plan de

cette action immédiate se place la défense de la Révolution Russe.

Mais pour eux la défense de la Révolution Russe cessait d'être une formule abstraite, un cliché de tribune. L'héroïsme du peuple russe et sa détresse, sa lutte permanente contre le froid, la famine et la mort évoquaient en eux de vivants souvenirs. Ils avaient visité les champs de bataille où, depuis trois ans, les ouvriers et les paysans de Russie tombèrent par centaines de milliers pour une cause commune aux prolétaires de tous les pays et qu'ils demeurent seuls à soutenir. Le cœur serré, ils avaient traversé les villes et les villages d'Ukraine pillés, incendiés, détruits par les armées de Petlioura, de Denikine et de Pilsudski et ils savaient que ces hordes sauvages étaient armées, nourries, payées par la France, par le peuple français qui ne réussira pas à se désolidariser de son gouvernement tant qu'il ne l'aura pas contraint à interrompre ses crimes. Ils avaient recueilli de la bouche même des victimes, les témoignages des vols, des massacres, des viols, des tortures inouïes qui ont fait de la vie de ces populations martyres une interminable agonie.

Après une de ces journées d'épouvante nous arrivâmes à Odessa. Un meeting grandiose nous accueillit. Lefebvre, Lepetit et Vergeat y parlèrent. Leurs yeux réfléchissaient encore les visions d'horreur. Ils crièrent leur indignation, leur douleur et leur honte. Avec une émotion qui transporta l'assistance, solennellement, ils s'engagèrent à mettre tout en œuvre, dès leur retour à Paris, pour entraîner notre classe ouvrière à accomplir enfin son devoir, à sauver la République des soviets à tout prix, par tous les moyens légaux et illégaux. Ils dénoncèrent l'insuffisance scandaleuse de l'assistance oratoire dont s'est satisfait jusqu'à ce jour la conscience des camarades français. Ce n'est pas en effet défendre révolutionnairement la Russie que d'organiser des meetings et qu'émettre des vœux. La campagne retentissante et platonique menée — avec une méritoire bonne volonté — par Cachin et Frossard, pouvait être une habile préparation au Congrès de Tours, mais elle ne fera pas dévier d'une ligne un seul des millions d'obus à l'aide desquels l'état-major parisien de la réaction mondiale déchire les entrailles du prolétariat russe. Le discours n'est excusable que s'il est un appel à l'action. Et tant que les travailleurs français n'auront pas agi, par les mille moyens dont ils disposent, tant qu'ils n'auront pas contraint leur bourgeoisie à cesser la lutte contre la République rouge, ils porteront la responsabilité des souffrances supportées et du sang versé dans la même mesure où ils portent aujourd'hui la responsabilité de la mort de Lefebvre, Lepetit et Vergeat, victimes d'un blocus dont l'excusable inertie des ouvriers occidentaux permet seule la prolongation.

Lefebvre, Lepetit, Vergeat ne pourront pas tenir les promesses qu'ils avaient faites à Odessa. Ils manqueront à la Révolution Russe, aux destinées de laquelle ils s'étaient étroitement associés. Ils manqueront plus encore à la préparation, puis à la direction de la Révolution française. Les Syndicats minoritaires seront et le Parti Communiste sera longtemps affaiblis par cette irréparable perte.

Tous trois étaient des chefs.

Sortis du rang depuis quelques années à peine, Lepetit, puis Vergeat, Lefebvre enfin s'étaient imposés successivement. Ils n'avaient pas encore donné leur mesure. Ils étaient en pleine période de croissance. Les terres rouges de Russie, si fertiles, avaient accéléré de façon incroyable le développement de ces jeunes et robustes plantes. Ils revenaient vers vous transformés, mûris et grandis, à la fois plus réalistes et plus enthousiastes. Bientôt à coup sûr ils eussent été placés par l'estime et la confiance des camarades aux postes les plus importants.

Leur disparition creuse un vide dangereux dans les rangs déjà si clairsemés des états-majors révolutionnaires. Elle complique l'important problème des cadres posé dans tous les pays d'Europe en termes également angoissants. Dans tous les pays sauf en Russie.

Seule entre toutes, la classe ouvrière russe possédait dès avant la révolution, dès avant la guerre, un noyau compact de chefs éprouvés, expérimentés, jouissant d'un énorme prestige.

Les conditions historiques créèrent en Russie — entre 1900 et 1920 — ces cadres révolutionnaires incomparables. Différentes en Europe elles faisaient, dans le même temps, sombrer dans l'opportunisme puis dans le social-chauvinisme la plupart des leaders de la social-démocratie. Quelques-uns ont fait récemment effort pour comprendre, d'autres pour reconquérir l'autorité. Les meilleurs et les plus habiles se laissent entraîner aujourd'hui par le courant qui conduit l'avant-garde prolétarienne à la Troisième Internationale. N'ayons pas d'illusions. Les plus sincères de ces hommes sont irrémédiablement déformés par vingt années de pratique opportuniste. Ils pourront être, l'heure venue, d'honorables combattants. Ils sont à jamais hors d'état d'être des guides. Les communistes ont le devoir d'utiliser les restes de leur prestige pour attirer les masses aux conceptions nouvelles pendant la période où les partis socialistes se muèrent en partis communistes. Mais qu'ils les utilisent avec prudence. Dès que la préparation révolutionnaire proprement dite sera commencée, c'est-à-dire dès qu'il deviendra nécessaire pour chaque communiste non plus seulement de parler mais d'agir révolutionnairement, de combattre, presque tous ces leaders se révéleront insuffisants. Leur rôle de recruteurs sera terminé. Ils devront être d'urgence relégués aux services de l'arrière. Le commandement sera confié à des

cerveaux plus vigoureux, à des mains plus sûres. L'avant-garde prolétarienne animée par une foi révolutionnaire, par une volonté de sacrifice qui manquent encore à la plupart de ses chefs, est assez riche en hommes de valeur. Encore faut-il qu'ils soient préalablement recherchés, choisis et préparés.

La tolérance relative que manifeste à notre égard la bourgeoisie française ne doit pas nous abuser. Elle est faite surtout de mépris. La classe ennemie ne croit pas en notre force. Et la faiblesse de notre action justifie sa quiétude. Mais une crise économique plus aiguë, des complications internationales, peuvent entraîner rapidement la classe ouvrière à la bataille. La bourgeoisie prendra peur. Alors, n'en doutons pas, par des coups de plus en plus brutaux successivement portés à la tête de nos sections, par des emprisonnements, puis par de fusillades, elle s'efforcera de les intimider, de les désorganiser, de les réduire à l'impuissance.

Les opportunistes infiltrés dans nos rangs saisiraient ces occasions de reprendre tout le pouvoir et de corrompre le Parti, si les communistes n'avaient pas groupé une élite militante, pépinière de nouveaux chefs. Former des cadres, encore des cadres et toujours des cadres, telle est la question essentielle que doit préalablement résoudre tout créateur d'armée et plus qu'aucun autre tout créateur d'armée révolutionnaire. Sinon nos troupes se disperseront au premier choc ou deviendront la proie des démagogues contre-révolutionnaires. Et c'est une raison de plus pour vous séparer à Tours de tous les éléments suspects.

Je ne sais si le *Comité de la Troisième Internationale* (qui va recevoir au prochain Congrès la récompense de son activité courageuse) a pris déjà les mesures nécessaires pour former ces cadres nouveaux. Pendant les mois décisifs que seront les mois de formation du Parti Communiste, rien ne serait plus dangereux que d'abandonner la direction effective de la C. A. P. aux rusés lapins vieux-opportunistes qui se sont hier baptisés carpes jeunes-communistes.

L'incarcération de Loriot et de Souvarine avait fait une situation difficile. La mort de Raymond Lefebvre la rend inquiétante.

Vous dirai-je, camarade Vaillant-Couturier, qu'il avait en vous une confiance infinie ? Son amitié intelligente nous avait tenacement propagandés. Nous vous connaissions déjà. Il nous apprit à vous aimer.

Nous comptions beaucoup sur lui. Extraordinairement mis au point par ce séjour en Russie il eût pu être à Tours le porte-parole français de l'Internationale.

Sur la foule un peu grise et plate des communistes réunis à Moscou par le Deuxième Congrès, la figure de Raymond Lefebvre —

et celle de quelques autres parmi lesquels brillait le poète américain John Reed. Frère spirituel de Raymond, précieuse conquête que la mort vient également d'arracher à notre affection — se détachait en un relief coloré. Un des rares Occidentaux méritant d'être comparé aux meilleurs des délégués russes. Différent, mais égal.

Ses défauts — éclatants — n'étaient que défauts de jeunesse qui passent vite ou bien les complémentaires de ses qualités éminentes, le jeu naturel des rayons et des ombres jaillissant en oppositions plus vives de toute individualité puissante.

Il manquait à un degré surprenant de connaissances doctrinales. Il avait peu d'expérience. Mais les incroyables progrès théoriques et pratiques qu'il réalisa sous nos yeux, l'élégante aisance avec laquelle il assimila la substance des thèses monumentales qui tombèrent en masses si compactes sur l'estomac des délégués, qu'un certain nombre d'entre eux, ne sont pas parvenus encore et ne parviendront jamais à les digérer, les applications immédiates et toujours judicieuses — non point serviles mais originales et libres — qu'il sut faire aux événements de France dès leçons successives que lui apportèrent chaque journée, la sûreté des jugements rapides qu'il portait sur les faits et sur les hommes, tout garantissait que la merveilleuse richesse de son intelligence et la trempe de son caractère le classeraient bientôt aux premiers rangs.

Pour peu qu'on voulût l'approcher et qu'il consentît à s'ouvrir — et il se livrait si simplement, avec une spontanéité si touchante, au gré des mouvements de son cœur — on découvrirait un génie politique près de s'épanouir. Figure lumineuse. Jeune homme magnifiquement doué, sentant sa force et voulant l'éprouver, l'user au service d'une grande cause. Noblement ambitieux. Il tâtonna quelque temps. Mais quel homme digne de ce nom quelle haute personnalité n'a pas longuement erré à travers les idées et les doctrines avant de se fixer ? Choisir, c'est connaître. Qui donc trouva sa voie du premier jour s'il n'y fut jeté par les circonstances ? La guerre révéla Lefebvre à lui-même. Issu de bourgeois conservateurs, élevé sur les sommets de la classe dominante, il tourna ses yeux pitoyables vers les dominés. Par besoin de sa raison autant que de son cœur, il se voua à eux. Bientôt, avec la fougue de son tempérament, il glissait vers la révolution et se donnait à elle tout entier. Mais pour se donner il faut se posséder. Lefebvre dut renier sa classe. Il dut rejeter le lourd bagage intellectuel et moral qui l'écrasait dans ce milieu, principes, préjugés, disciplines. Il dut vaincre une timidité innée, forme où peut-être s'enfermait l'instinct, prescience de son destin tragique. Il dut réagir contre une circonspection extrême, tare de sa caste, de cette vieille bourgeoisie normande sage et craintive, en qui un trop long séjour dans le riche et gras pays de la Manche a émoussé

le goût des aventures et des conquêtes, circonspection aggravée sans doute par les tendres soins qui durent protéger la délicate enfance de Raymond. Il s'entraîna à braver le danger. Il s'élança hors de toute prudence et de toute sagesse. Il devint le fou que doit être d'abord tout héros. A force de volonté il se fit héroïque. Il risqua sa santé si fragile, sa liberté, sa vie.

A la veille de son départ en Russie, ce poète, marqué déjà par le Destin, inscrivait en titre de sa dernière brochure, comme un acte de foi, comme un testament politique, une formule concise, renouvelée de 93 et que retiendra notre communisme jacobin, l'impérieuse devise de sa vie nouvelle, *La Révolution ou la Mort*.

La mort est venue, La mort hâtive et atroce dont la menace le hantait ici. Ne l'appréhendait-il pas déjà en France ? N'était-ce point la source amère où s'abreuvait sa mélancolie ?

Tous les révolutionnaires pleureront ce camarade dont les communistes français eussent fait bientôt un de leurs chefs.

Je n'avais rien lu de Raymond Lefebvre. J'ai hâte de le retrouver dans ses œuvres. Le don de l'observation, du causeur me permirent d'apercevoir le grand écrivain qu'il fût devenu s'il ne l'était déjà.

Trotsky, esprit étincelant et dialecticien incomparable, épris d'ordre et de lumière, saluait un jour, en connaisseur, la « spirituelle clarté française » de Paul Lafargue. Cette heureuse formule résume admirablement l'impression que me laissèrent de longs entretiens avec Lefebvre. Pendant le merveilleux voyage d'Ukraine, l'enthousiasme sacré qu'il éprouvait inspira son éloquence. Jamais je ne rencontrai causeur plus savoureux et plus brillant. Profond sans pédantisme, naturellement pittoresque, orateur sans emphase, sensible avec goût, et par-dessus tout lucide, logique, mesuré, à peine cousin de son compatriote Cornille, très proche au contraire de Racine et de Pascal, épris comme eux de simplicité et de vérité humaine, très riche comme eux de vie intérieure et comme eux voilant d'ironie légère une âme inquiète et douloureuse. Quelles descriptions il sut tracer des grands spectacles qui se succédaient sous nos yeux ! Et quels commentaires ! Il faudra fixer un jour ces souvenirs. Quelles surprenantes médailles il frappa de Lénine, de Trotsky, de tous ces hommes que je prétendais lui faire connaître et qu'il me révéla à moi-même, à peine romantisés et si vivants. Quels livres merveilleux auraient été les livres qu'il projetait d'écrire sur la révolution.

La Révolution ou la Mort

Projets politiques, projets littéraires, projets sentimentaux, tant d'espoirs que nous avions placés en lui, tout a sombré dans le néant.

Autant et plus qu'aucun autre en France il

était de taille à porter un des rôles écrasants que l'Histoire réserve aux meilleurs fils de notre gigantesque époque.

Comment ne serions-nous pas désespérés par cette perte ! Quelle tristesse pour ceux qui l'ont approché ! Quel déchirement cruel pour ses amis, pour vous, camarade Vaillant-Couturier, dont l'âme était, plus que toute autre, chère à son âme.

Ici vous ne l'aviez pas quitté. Partout, toujours, à chaque vision, à chaque sensation nouvelle, Lefebvre déplorait votre absence. En toute discussion, il vous appelait à l'aide. Vous aviez été étroitement uni à notre premier entretien. Et tandis que l'automobile démarrait, au départ de Moscou, le 9 septembre, c'est encore votre nom qui montait à ses lèvres : « Je vous enverrai Paul, criait-il, ou plutôt non, je reviendrai avec ma femme et avec lui ».

Il était impossible d'approcher Raymond Lefebvre sans être séduit, de vivre près de lui sans l'aimer. Moins profonde que celle des siens, ma blessure est assez douloureuse pour que je pressente l'accablement où vous jettera la mort de cet être délicieux dont la vie se mêla si intimement à la vôtre qu'il apparut comme la chair de votre chair et le cœur de votre cœur.

Je vous plains très vivement, camarade Vaillant-Couturier, et vous prie de me croire,

Votre fraternellement dévoué.

Jacques SADOUL.

— L. TROTSKY —

Terrorisme

et

Communisme

— * —

— UN FORT VOLUME —

PRIX..... 7. »

FRANCO..... 7.50

Ce Livre admirable
deviendra vite classique

Bibliothèque Communiste
123, Rue Montmartre, Paris.
Envoyer lettres et mandats à René Reynaud

Amsterdam, Moscou, Londres

La vive effervescence qui se manifeste au sein des masses ouvrières d'Europe a accentué à l'extrême la crise du mouvement syndical international. Déjà, au cours de la guerre, les social-patriotes de chaque parti belligérant avaient tenté de créer leurs propres Internationales syndicales; mais, comme on le sait, ces tentatives avaient complètement échoué. Dès que la guerre eut pris fin et que les dirigeants chauvins commencèrent à sentir sur eux la pression des masses, ils entreprirent de reconstruire l'Internationale syndicale, détruite par la guerre et par leur trahison. C'est dans ce but qu'ils réunirent à Berne, en février 1919, une conférence qui prépara la convocation du Congrès international des Syndicats à Amsterdam.

Ce Congrès, tenu en fin juillet, posa les bases de l'organisation, connue sous le nom d'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Parmi les fondateurs du nouvel édifice, nous retrouvons nos vieilles connaissances : les social-patriotes des différents pays, qui pendant toute la guerre s'efforcèrent uniquement de faire des ouvriers les instruments dociles du capital national. Sous ce rapport, comme sous tous les autres, le Congrès était la copie exacte de la 2^e Internationale, dont le grand malheur est de compter dans ses rangs trop de chauvins, mais trop peu de socialistes.

Le conflit des points de vue nationaux qui domina tout le Congrès fut un obstacle à la marche des travaux. Les Belges et les Français exigeaient, en qualité de vainqueurs, que les vaincus — en l'occurrence, les syndicats allemands et autrichiens — reconnussent leur faute ; quant à eux, ils persistaient à considérer leur attitude comme irréprochable, puisqu'ils avaient lutté « pour la civilisation, le progrès et la démocratie ». A lire les protocoles, froids, insipides, de ce Congrès ; à voir le fond de nationalisme sauvage qui perce sous cette phraséologie élégante, on se sent envahi d'un dégoût profond. Le représentant de la Belgique attaque furieusement, celui de l'Allemagne se défend ; les Gompers, les Jouhaux et les Appleton, ces laquais du pouvoir bourgeois, trônent en qualité de juges et d'experts et décident si la tactique des Syndicats allemands a été conforme ou non aux principes de la solidarité internationale. Sassenbach prend la parole et, dans un langage empreint d'une circonspection extrême, déclare : « Les syndicats allemands ont toujours reconnu qu'une grande injustice avait été commise à l'égard de la Belgique ; mais ils étaient persuadés que l'Allemagne ne faisait que se défendre; s'ils avaient su qu'il n'en était pas ainsi, ils n'auraient pas manqué de s'élever énergiquement contre la guerre. » Après avoir montré que le défaut d'information de part et d'autre fut la cause fondamentale d'une série de fautes, Sassenbach termine ainsi : « Tout ce qui a été fait l'a été dans le but de servir les intérêts vitaux du peuple allemand et sans la moindre intention de commettre une injustice à l'égard des ouvriers des autres pays et de violer ainsi nos obligations internationales. » Cette déclaration déclencha une tempête d'indignation parmi les délégués allemands ; une

partie de la délégation désavoua Sassenbach, alors que le Congrès vota la résolution ci-dessous :

« Etant donné que la tâche principale du Congrès International des Syndicats est la restauration de l'Internationale Syndicale, dans le but de rendre impossible à l'avenir la répétition d'événements analogues à ceux qui se sont produits à la veille de la guerre et pendant la guerre elle-même, le Congrès, après avoir pris connaissance de la déclaration des représentants de la délégation allemande, prend acte des regrets qui y sont exprimés et passe à l'ordre du jour. »

Cette résolution était destinée à justifier la politique des patriotes de l'Entente et à condamner celle des patriotes allemands ; mais lorsque la commission d'Amsterdam eut pris fin, la Commission générale d'Allemagne annonça, cinq jours plus tard, qu'elle « déclinait toute responsabilité pour la déclaration de Sassenbach ».

Mais les social-patriotes alliés, ces dignes émules des diplomates de Versailles, après avoir arraché à leurs collègues allemands une déclaration hypocrite, ne cessèrent de leur faire sentir qu'ils étaient les vaincus ; ils firent échouer la candidature de Legien à la vice-présidence, bien que ce dernier fût de beaucoup supérieur à des hommes comme Jouhaux et Appleton. Legien refusa alors de faire partie du bureau. Les social-patriotes alliés offrirent sa place à Guber, leader des syndicats autrichiens, mais celui-ci, par solidarité avec les Allemands, la refusa en disant : « Nous souffrons ensemble et nous resterons ensemble. »

C'est dans cette atmosphère de nationalisme exaspéré que le Congrès vota une résolution relative à la participation à la conférence de Washington et à la socialisation. La commission de la socialisation proposa et le congrès approuva la résolution remarquable suivante que nous reproduisons in-extenso :

« La commission invite le congrès à se prononcer dans le sens que la désorganisation économique, déterminée par la guerre, prouve que le capitalisme est incapable d'organiser la production indispensable à la vie des masses. Reconnaisant pour les ouvriers en général et pour les ouvriers organisés en particulier l'immense utilité du travail des syndicats, le congrès déclare que ceux-ci sont le postulat et la base de la réalisation de la socialisation et que le prolétariat de tous les pays doit concentrer tous ses efforts et toute son activité sur la socialisation des moyens de production.

« Dans ce but, le Congrès invite le bureau de la Fédération Syndicale Internationale à rassembler tous les matériaux et données relatifs aux résultats de la socialisation dans les pays où cette dernière a été réalisée dans une branche quelconque de l'industrie et à les faire connaître aux organisations syndicales centrales des différents pays.

« La commission propose au Congrès de déclarer que la socialisation de la production et l'avènement de la prospérité générale et individuelle ne sont possibles que par l'application d'un systè-

me de production normale scientifiquement organisée, progressive. A cette condition seulement, la socialisation sera ce qu'elle doit être, à cette condition seulement, elle sera possible »

Cette résolution nous apprend beaucoup de choses intéressantes, notamment que la socialisation n'est pas une mauvaise chose quand « elle est organisée régulièrement et scientifiquement », que c'est une tâche compliquée à laquelle il ne faut se prendre qu'avec la plus extrême prudence. Le congrès, qui prétend diriger le mouvement syndical du monde entier, s'est borné à dire qu'il fallait attirer l'attention des ouvriers sur la question de la socialisation et à charger la Fédération Syndicale Internationale de « rassembler » les matériaux relatifs à cette question, oubliant d'indiquer la manière de réaliser ladite socialisation. Ce silence n'a rien de fortuit. Le congrès n'avait rien à dire à ce sujet, car tout a déjà été dit sur la collaboration des classes dont les ouvriers ne veulent plus entendre parler. Il fallait donc, au moyen de termes scientifiques sur la « production progressive continue » faire adopter la renonciation à la lutte pour le socialisme. Ce tour de prestidigitiation fut exécuté avec l'adresse propre à ces messieurs et qu'il ne vint à l'idée de personne que la Fédération Syndicale Internationale était tenue de lutter pour la socialisation, que sa tâche était une tâche de combat, le congrès la chargea de rassembler des matériaux sur la question. Il est donc bien clair que l'organisation que l'on a créée là n'est pas une organisation de lutte révolutionnaire de classes, mais, dans l'hypothèse la plus favorable, une nouvelle boîte aux lettres. Le fait que la Fédération Syndicale Internationale n'est point une organisation de combat, non plus qu'une organisation de classes est confirmé par ses statuts.

Le programme de la Fédération Syndicale Internationale, tel qu'il est fixé par les statuts, peut se résumer ainsi :

- a) Echange des renseignements importants pour le mouvement ouvrier.
- b) Rassemblement et classification des données statistiques.
- c) Réalisation des principes de la solidarité internationale des travailleurs.
- d) Concours (sur la demande des centres syndicaux intéressés) à la propagande syndicale dans les pays adhérant à la Fédération.
- e) Arbitrage en cas de désaccords au sein du mouvement.
- f) Développement du mouvement syndical dans les pays n'adhérant pas à la Fédération.
- g) Rassemblement de matériaux sur la législation sociale de tous les pays et propagande pour l'amélioration et l'application pratique, dans tous les pays, de la législation sociale.
- h) Réglementation de l'émigration et de l'immigration conformément aux intérêts des syndicats.
- i) Conclusion de contrats réglant dans l'intérêt des syndiqués, les conditions du passage d'un syndicat d'un pays donné dans le syndicat correspondant d'un autre pays.
- j) Publication d'une revue internationale.

Ce programme d'action rédigé, ses auteurs eux-mêmes ont dû être pris d'un doute sur son actualité, car ils y ont ajouté un paragraphe intitulé : « Du but de la Fédération Syndicale Internationale ». Quel est donc ce but ? Après la guerre sans

exemple dont ils ont été les témoins, après l'avènement de la révolution sociale, voici les tâches que les dirigeants du mouvement syndical assignent à une organisation telle que l'Internationale syndicale ;

1. Appui aux organisations affiliées dans le but de les aider à sauvegarder leurs intérêts et à réaliser leurs aspirations nationales et internationales.
2. Appui au mouvement syndical, national et international, dans les pays n'ayant pas encore adhéré à l'union internationale.
3. Application d'un système d'action unique dans toutes les questions touchant les intérêts généraux des syndicats.
4. Lutte contre l'organisation internationale des briseurs de grèves.
5. Création de moyens susceptibles d'assurer la réalisation des buts précités ainsi que des autres buts syndicaux exposés dans les précédents paragraphes du présent statut.

Voilà tout ce que MM. Legien, Jouhaux, Appleton, Oudgeest, Torberg et les autres leaders du mouvement syndical de l'Europe occidentale ont trouvé à dire sur les tâches des syndicats et de l'état-major syndical. Comment se fait-il que deux congrès et une conférence auxquels participaient les dirigeants syndicaux les plus en vue d'Europe et d'Amérique, aient pu donner naissance à un programme d'action de ce genre ? Notez que les statuts passent, intentionnellement, sous silence la question du socialisme. Même le mot « socialisme » ne se rencontre nulle part ; les statuts sont rédigés dans leur ensemble de telle façon qu'ils pourraient être adoptés par n'importe quelle organisation sportive ou association internationale pour la lutte contre le choléra asiatique. Ce programme incolore est l'image fidèle du confusionnisme qui règne au sein du mouvement syndical dans tous les pays. Que pouvaient bien dire, en effet, sur le socialisme ou sur la lutte de classes des gens qui se sont fait, chacun dans son pays, un devoir de préconiser la collaboration des classes ? Que pouvait dire sur la lutte de classes Legien, le théoricien des comités mixtes paritaires d'ouvriers et de patrons, si répandus en Allemagne (Arbeitsgemeinschaft) ? Ou'aurait pu dire sur la révolution et sur la lutte révolutionnaire l'ex-syndicaliste révolutionnaire Léon Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, devenu maintenant le laquais des divers gouvernements bourgeois qui se succèdent en France ? Des gens de cette sorte, faisant preuve d'une si louable activité dans leurs pays respectifs, ne pouvaient évidemment créer qu'une société de chasse au lapin ou tout au plus un bureau de poste international.

Après la fondation d'une aussi remarquable institution, les leaders, comme nous l'avons vu plus haut, examinèrent la question de la participation à la conférence de Washington convoquée par la Société des Nations. Le Congrès décida d'y prendre part, mais à la condition que les représentants des syndicats des pays vaincus y seraient admis. La conférence de Washington (octobre 1919), dont la convocation avait été fixée par le traité de Versailles, était, on le sait, composée des représentants de différents gouvernements, ainsi que des délégués du patronat et du salariat. Pourquoi les syndicats y participèrent-ils ? Nous en trouvons l'explication dans une décision de la Confédération Générale du Travail de France, et comme les social-patriotes français sont passés maîtres en l'art d'exposer la tactique de la collaboration de classes et de masquer leur trahison d'une phraséologie élégante,

nous leur cédon la parole, comme aux plus talentueux des avocats de l'Internationale d'Amsterdam. Après avoir élu pour le représenter à la conférence de Washington Jouhaux auquel il donna comme « conseillers techniques » Dumoulin, Bidegaray, Lenoir et Jeanne Bouvier, l'Exécutif de la Confédération Générale du Travail de France vota une longue résolution dans laquelle nous lisons :

« Maintenant la critique formulée par son représentant à la Commission du Travail de la Conférence de paix, et poursuivant, de concert avec les autres organisations ouvrières nationales la révision du traité de Versailles, la Confédération Générale du Travail ira à Washington avec la ferme intention de réaliser l'organisation internationale du travail, basée sur les revendications prolétariennes exposées à la conférence syndicale internationale de Berne.

« Fidèle aux principes adoptés dans les conférences tenues durant la guerre, principes qui ont trouvé leur expression définitive à Berne, l'organisation prolétarienne française proclame la nécessité de l'unification des conditions du travail dans tous les pays et de la réalisation du *minimum de justice et de garanties pour les ouvriers* (A. L.).

« Le prolétariat organisé de l'Internationale a déclaré — ce que les gouvernements et les diplomates ont dû reconnaître — que l'application de ce principe est la condition indispensable d'une paix durable. L'équilibre du monde est impossible, si les ouvriers de tous les pays ne jouissent pas de droits égaux et ne se trouvent pas dans la même situation.

« Telles sont les thèses qui ont reçu l'approbation des centrales syndicales des différents pays et que la Confédération Générale du Travail développera à Washington. Déléguant ses représentants à cette conférence, le prolétariat français n'est point mû par le désir d'entrer en contact avec les représentants des gouvernements ou des patrons ; il ne fait qu'exprimer la volonté nette des ouvriers du monde entier de prendre une part active et de jouer un rôle décisif dans le nouvel organisme international sur le fonctionnement duquel les travailleurs se proposent d'exercer un contrôle réel et permanent.

« D'autre part, le prolétariat français n'oublie pas que l'organisation internationale du travail est indissolublement lié à l'existence de la Société des Nations qu'il considère, en accord avec le prolétariat de tous les autres pays, comme absolument nécessaire et capable, grâce aux efforts combinés de tous les peuples et des masses ouvrières organisées, de mettre fin pour toujours aux conflits militaires et économiques.

« La conférence internationale de Washington est la première manifestation de l'activité de la Société des Nations ; aussi les ouvriers ne peuvent-ils s'en désintéresser et trouvent-ils une première satisfaction en voyant l'admission à la conférence des pays hier encore ennemis, à constater qu'ils ont réussi à obtenir la réalisation d'une de leurs idées : la réconciliation de tous les peuples unis par la communauté d'action sur le terrain du progrès, de la justice et de la paix.

« La Confédération Générale du Travail luttera, de concert avec l'Internationale ouvrière, pour la reconnaissance des droits du Travail dans tous les pays et de la liberté d'action de tous les prolétaires (y compris les prolétaires russes) unis dans un désir commun : celui de l'émancipation internationale du travail. »

Les dirigeants de la Confédération Générale du

Travail avaient, durant la guerre, débité pas mal de sottises, mais cette fois ils se sont surpassés eux-mêmes. A nos yeux, ouvertement et d'une façon qui ne permet aucune équivoque, les syndicats sont rattachés à la Société des Nations, à laquelle on reconnaît plus de vertus que n'avait osé lui en attribuer au plus fort de ses boniments, ce type de parfait hypocrite qui a nom Wilson.

La « victoire » remportée par l'Internationale d'Amsterdam sur la Société des Nations et qui se traduit par l'admission, en principe, des syndiqués austro-allemands à la conférence de Washington, était des plus douteuses : les organisateurs de la conférence s'arrangèrent pour que Legien, qui brûlait d'y assister, ne pût aller à Washington ; en revanche, le principe de l'égalité était observé et la « classe ouvrière » satisfaite. La conférence de Washington, comme on le sait, élaborera un long programme de législation ouvrière, dont la tendance était de conférer aux patrons et aux ouvriers des pays les plus arriérés les droits et avantages dont jouissaient leurs confrères dans les pays à journée de travail réduite. Le seul résultat palpable de toutes les parolotes de Washington fut la création du Bureau International du Travail qui fut définitivement constitué en janvier 1920. Actuellement la composition de ce Bureau est la suivante :

Représentants du patronat : Maduserbank (Angleterre), Nodasz (Tchéco-Slovaquie), Schindler (Suisse), Carlier (Belgique) et Pirelli (Italie) ; tous, gros industriels et directeurs de grandes entreprises.

Représentants des syndicats : Jouhaux (France), Oudgeest (Hollande), Stuart Benning (Angleterre), Torberg (Suède), Legien (Allemagne) plus un représentant de l'Australie ; tous, adversaires déclarés de la lutte de classes et laquais de leurs gouvernements respectifs.

Représentants des gouvernements « neutres » : baron De Planche (Italie), Sir Malcolm Daveling (Angleterre), comte De Eza (Espagne), Nagataka (Japon), Rufenacht (Suisse), Sekal (Pologne), professeur Maheim (Belgique), De Olveor (Argentine), docteur Leiman (Allemagne) et Bedel (Danemark).

Cette association internationale de gredins, qui s'était réunie, soi-disant, pour assurer le bonheur des ouvriers, de tous les pays, se choisit un chef dans la personne d'Albert Thomas, dont la spécialité, on le sait, est de trainer dans la boue les principes socialistes.

De quoi s'occupe donc le Bureau International du Travail, quelles sont ses fonctions ? Comme on le sait il décida, en janvier 1920, l'envoi en Russie d'une commission d'enquête que devait accompagner un délégué de l'Internationale d'Amsterdam. La conférence maritime de Gênes qui tint ses assises du 15 juin au 15 juillet 1920 et se termina par un scandale retentissant (les représentants des marins anglais exigèrent l'expulsion des marins allemands) fut également son œuvre. Les résultats d'un mois entier de travail furent loin d'être satisfaisants même de l'avis de la Confédération Générale du Travail ; en effet, la journée de 8 heures fut repoussée par 48 voix contre 25... « Il fallait les deux tiers des voix » — écrit à ce propos le rapporteur officiel de la Confédération Générale du Travail, — et — ajouta-t-il mélancoliquement — il en manquait une ». Le Bureau International du Travail s'occupe encore de rassembler des matériaux et de publier des livres sur les questions de législation ouvrière ; dans ce travail, comme l'a annoncé Albert Tho-

mas au cours d'une réunion à Berlin, il s'appuie sur les syndicats. Pour se représenter ce qu'est ce bureau, dont le directeur ne touche que 220.000 francs (un million de marks) d'appointements par an, il ne sera pas inutile de lire ce qu'en dit un journal conservateur français dans son numéro du 25 septembre 1920 :

« Le Bureau du Travail protège les ouvriers en leur assurant en tous pays, même dans ceux où leur organisation propre est imparfaite, un minimum de vie et des conditions humaines de travail. Il tend à développer les progrès de la législation sociale, il met les travailleurs à l'abri des réactions nationales ; il leur assure tous ces profits par la voie pacifique, c'est-à-dire sans ces souffrances que représentent toujours pour les ouvriers les conflits du travail... »

« Aux patrons, l'organisation internationale du Travail assure des avantages plus grands encore, car dans la plupart des pays industriels, les ouvriers pourraient obtenir eux-mêmes ce que leur procure le Bureau. Au contraire, en dehors d'une organisation internationale solide, les patrons n'ont aucun moyen d'échapper aux conséquences désastreuses des concessions que les ouvriers sont en mesure de leur arracher. Si demain cette organisation disparaissait, les patrons y perdraient infiniment plus que les ouvriers (souligné par nous).

« Pour être vraiment efficace, l'Organisation internationale du Travail a besoin de s'appuyer sur d'autres organisations de caractère privé, internationales comme elle. L'Internationale ouvrière existe (l'auteur fait allusion à celle d'Amsterdam). L'Internationale patronale commence à exister. Depuis quelques mois, on constate partout un mouvement d'organisation et de concentration des patrons. Mais ce qu'il faut au Bureau international du Travail, c'est plus encore. C'est un esprit international ; c'est une bonne volonté internationale, des peuples et des gouvernements. Et ce n'est presque pas une simple boutade que disait un jour M. Albert Thomas au roi des Belges. « Sire, l'Internationale ouvrière m'appuie, l'Internationale patronale m'appuie ; je fais appel à l'Internationale des rois. » (1)

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Avec un flair merveilleux, le journaliste bourgeois a parfaitement saisi le point fort (au point de vue patronal) de ce Bureau, créé avec le concours de l'Internationale d'Amsterdam, et auquel prennent, jusqu'à ce jour, une part des plus actives, les dirigeants de la Fédération Syndicale d'Amsterdam (Jouhaux, Oudgeest, Legien, Torberg et autres). Quand, au cours des pourparlers avec le Bureau des Syndicats norvégiens, je dus signaler cette criminelle accointance, le président du Bureau, Lian, me dit : « C'est l'affaire personnelle de chaque leader de participer ou non au Bureau International du Travail. » A quoi je répondis : « Si Lian travaillait à fabriquer de la fausse monnaie, est-ce que les ouvriers norvégiens considéreraient cela comme une affaire personnelle ne regardant que lui seul ? Non, évidemment. Pourquoi voulez-vous donc que nous considérions comme une affaire personnelle n'intéressant que les leaders du mouvement syndical international la fabrication par eux de fausse monnaie politique ? » Ma comparaison fut jugée « extrêmement grossière et complètement dépourvue de tact ».

L'absence d'une Internationale Syndicale militante obligea les Syndicats russes et les éléments révolutionnaires des autres pays à soulever la

(1) L'Humanité (28 septembre 1920).

question de la création d'une véritable Internationale Syndicale. L'initiative, en l'occurrence, fut prise par les Russes. La première manifestation de l'activité des syndicats en cette matière fut l'appel du Comité Central des Syndicats de Russie (10 octobre 1919), publié à l'occasion de la Conférence de Washington, et proposant la création d'un nouvel organe central des Syndicats révolutionnaires. Après la décision du troisième Congrès d'adhérer à l'Internationale Communiste, tous les éléments révolutionnaires d'Europe Occidentale compriment qu'entre Amsterdam et les syndicats l'abîme est aussi profond qu'entre la 2^e et la 3^e Internationale. Le séjour en Russie, dans le courant de l'été 1920, des représentants des Syndicats d'Angleterre, d'Italie, de Bulgarie, de France et de Serbie, permit de porter la question sur le terrain pratique. A la suite d'une série de conférences, un accord préliminaire fut signé dont les points fondamentaux peuvent se résumer ainsi :

1^o La classe ouvrière doit concentrer toutes ses forces organisées en une puissante association révolutionnaire de classe, laquelle travaillant aux côtés de l'organisation du prolétariat communiste international et en union étroite avec cette dernière, disposerait de toutes les forces prolétariennes qu'elle pourrait au moment voulu, lancer dans la mêlée afin d'assurer le triomphe définitif de la révolution socialiste et l'instauration de la République soviétiste mondiale ;

2^o Les classes possédantes font tous leurs efforts et prennent toutes les mesures pour étouffer le mouvement émancipateur des exploités ;

3^o A la dictature de la bourgeoisie, il faut opposer temporairement la dictature du prolétariat, qui, seule, peut écraser la résistance des exploités, assurer et consolider la conquête du pouvoir par les travailleurs ;

4^o La Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, par son programme et sa tactique, est incapable d'assurer le triomphe des principes susmentionnés et, par suite, la victoire des masses prolétariennes dans tous les pays.

Aussi la Conférence décida-t-elle :

1^o De condamner la tactique de l'abandon des syndicats par les éléments révolutionnaires avancés : ceux-ci doivent, au contraire, s'efforcer par tous les moyens d'expulser des syndicats les éléments opportunistes qui ont collaboré et collaboré encore avec la bourgeoisie ;

2^o De poursuivre dans tous les pays, à l'intérieur même des syndicats, une propagande communiste méthodique, en créant, dans chaque organisation, des noyaux communistes et révolutionnaires, chargés de propager nos idées et de développer notre programme ;

3^o De créer un Comité de combat international pour la réorganisation du mouvement syndical. Ce comité fonctionnera en qualité de Conseil syndical international et agira de concert et en union étroite avec le Comité Exécutif de la 3^e Internationale Communiste, sur des bases qui seront établies par le 3^e Congrès.

La nouvelle organisation internationale des syndicats révolutionnaires ne pouvait se borner à cette déclaration ; aussi prit-elle le soin de définir exactement, dans ses statuts provisoires, les buts qui avaient déterminé sa fondation.

Ces buts ont ainsi formulés :

1^o Propagande et agitation intenses en faveur de la lutte de classes, de la dictature du prolétariat et de l'action révolutionnaire en masse, dans

le but de renverser le régime capitaliste et l'Etat bourgeois ;

2° Lutte contre le toxique de la collaboration des classes qui mène les forces du mouvement syndical international, en entretenant la croyance à la possibilité de passer pacifiquement du capitalisme au socialisme ;

3° Ralliement de tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical international ; lutte à outrance contre le Bureau International du Travail près la Société des Nations et contre le programme et la tactique de la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam ;

4° Organisation de campagnes internationales à l'occasion des événements importants de la lutte de classes, souscriptions au profit des grévistes, lors des grands conflits sociaux, etc. ;

5° Rassemblement de tous les documents, données statistiques et matériaux sur le mouvement syndical international ; information de toutes les organisations affiliées au Conseil International sur la situation dans les différents pays ;

6° Publication de livres et de brochures sur les questions du mouvement syndical international.

Il suffit de comparer les statuts de l'Internationale d'Amsterdam avec ceux du Conseil International Syndical, ainsi que les résolutions votées à Berne et à Amsterdam, avec celles qui furent adoptées à Moscou, pour se rendre compte de l'opposition radicale des buts et des tâches, du programme et de la tactique de ces deux unions internationales. Le temps n'est plus aux équivoques, aux obscurités et aux réticences ; or, c'est justement là-dessus que se basent tout le programme et toute l'activité de l'Internationale d'Amsterdam. Cette opposition radicale des deux organisations a été soulignée par le Conseil Syndical International dans son premier appel (1^{er} août), où nous lisons :

« La force de la bourgeoisie est non seulement dans sa conscience de classe, dans son organisation et dans sa compréhension profonde du caractère international de la lutte qui se déroule ; elle est encore dans le fait que les masses populaires sont peu développées et n'ont pas d'éducation de classe et, tout particulièrement, dans l'appui que prêtent à la bourgeoisie dans sa lutte contre les ouvriers, les organisations ouvrières elles-mêmes. C'est monstrueux, mais c'est un fait.

« Le nouvel état-major général du mouvement syndical révolutionnaire englobant déjà 8 millions d'adhérents, fait appel, en se mettant à l'œuvre, aux syndicats de tous les pays et les invite à rompre définitivement avec tous ceux qui poursuivent une politique criminelle de coopération avec la bourgeoisie et à se rallier sous l'étendard de la lutte de classes sans merci pour l'émancipation de l'humanité opprimée.

« Ce n'est pas la paix, mais le glaive que le Conseil International des syndicats professionnels et industriels porte à la bourgeoisie de tous les pays, et c'est là qu'il put définir l'essence de notre activité. Notre programme comporte le renversement révolutionnaire du régime bourgeois, la proclamation de la dictature prolétarienne, la lutte implacable sur une échelle internationale et nationale et l'union étroite avec l'Internationale Communiste.

« Que ceux qui estiment que la classe ouvrière peut donner une solution au problème social par voies de pourparlers et de compromis avec la bourgeoisie ; que ceux qui pensent que la bour-

geoisie remettra volontairement tout l'outillage industriel au prolétariat dès que celui-ci aura obtenu une majorité parlementaire ; que ceux qui croient que les syndicats peuvent rester « neutres » à l'époque du bris des anciennes formes sociales, à l'époque où se décide le sort du monde ; que ceux qui prêchent la paix sociale aux jours où la lutte civile fait rage ; que tous ces gens enfin, qui dirigent les organisations syndicales, sachent bien que nous les considérons comme nos ennemis de classe et que nous soutiendrons une lutte implacable contre eux et contre toutes les unions qu'ils créent.

« Le Conseil International des syndicats professionnels et industriels et la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam se trouvent des deux côtés opposés de la barricade. D'un côté, c'est la barricade de la révolution sociale et de l'autre, celle de la réaction sociale. Pour tout prolétaire, pour tout révolutionnaire honnête, le choix est facile ».

Une telle netteté, une telle aptitude dans la position de la question ne pouvaient être du goût de ceux qui cherchent à éluder les questions épineuses du mouvement ouvrier international. Aussi, Appleton, Jouhaux, Mertens, Fimen et Oudgeest ripostèrent-ils par un appel où ils prétendaient :

1° qu'il n'existe aucun Conseil Syndical International et que celui dont il est question, n'est qu'une fiction pure et simple ; 2° que les auteurs anonymes du manifeste sont ou des imposteurs ou de misérables ignorants ; 3° que la Fédération Syndicale Internationale est complètement indépendante de la Société des Nations et du Bureau International du Travail ; 4° que la Fédération a contraint la Société des Nations à reconnaître au prolétariat allemand et autrichien les mêmes droits qu'aux ouvriers des autres pays ; 5° que la Fédération a adouci l'horrible situation des ouvriers autrichiens ; 6° qu'elle a déclaré le boycottage de la Hongrie ; 7° qu'elle s'est prononcée contre le transport des munitions à destination de la Pologne ; 8° que la Fédération Syndicale d'Amsterdam est contre toute dictature, d'où qu'elle vienne, qu'elle oppose au scissionnisme politique moscovite, le mot d'ordre ouvrier et prolétarien : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (1).

Si le Conseil Syndical International n'était qu'un bluff, il va de soi que des gens comme Jouhaux, ne perdraient pas leur temps à se battre contre des moulins à vent. Le Conseil Syndical International n'est pas plus une fiction que le mouvement syndical en Russie, en Italie, en Bulgarie, en Yougo-Slavie, en Tchéco-Slovaquie et en Roumanie et que le mouvement révolutionnaire de classe en France, en Allemagne, en Amérique et ailleurs ; il n'est pas plus une fiction que la 3^e Internationale Communiste ou que la révolution sociale qui s'élève avec la force irrésistible d'un ouragan. Le Conseil Syndical International est le produit de l'époque révolutionnaire, de l'effervescence profonde de la masse des syndiqués et du mécontentement de la tactique trahissante des vieux chefs du mouvement syndical. Ce n'est pas sans raison que dans tous les pays cette question : Moscou ou Amsterdam ? s'est posée avec une telle acuité. Traduisez ces termes géographiques dans le langage de la lutte de classes et vous aurez : Pour ou contre la révolution sociale ? Pour ou contre la dictature

(1) *Correspondenzblatt* (2 octobre 1920).

du prolétariat ? Nier que dans tous les autres pays s'émeut la masse profonde des syndiqués qui par le fait même de sa lutte révolutionnaire se dresse contre Amsterdam ; nier que le mouvement syndical traverse partout une crise profonde et que les uns après les autres, les différents pays et syndicats se rallient au point de vue de la lutte révolutionnaire des classes, protestant ainsi contre toute la politique de collaboration de classes, dont Appleton, Legien, Jouhaux et consorts sont les apôtres ; ne pas voir que le Conseil Syndical International s'appuie sur tout cet immense mouvement révolutionnaire, sur les syndicats qui, en tous pays, se révolutionnent de plus en plus, c'est là le courage... du désespoir.

On reproche au Conseil Syndical International d'avoir suspecté la Fédération Internationale d'être en liaison avec la Société des Nations et le Bureau International du Travail. L'Internationale d'Amsterdam est, soi-disant indépendante ; elle n'est, en aucune façon, apparentée et ne se trouve point en relations avec deux organisations précitées. Dans quelle mesure il convient d'ajouter foi à cette affirmation, on l'a vu plus haut. Nous nous bornerons à signaler deux faits caractéristiques des rapports qui existent entre le Bureau du Travail et les leaders du mouvement syndical européen actuel.

Le congrès des syndicats à Orléans, vota, le 25 septembre, une résolution approuvant la participation de la Confédération Générale du Travail à l'œuvre de la Société des Nations. En octobre 1920, Albert Thomas, en visite à Berlin, fit devant les leaders des unions chrétiennes libres, un rapport sur l'activité du Bureau. Dans sa réponse au discours de Thomas, le représentant officiel de l'union générale des syndicats d'Allemagne, Koghen, déclara : « Il va de soi que les syndicats d'Allemagne prêteront leur concours au Bureau International du Travail ».

Il n'est naturellement pas difficile de désavouer la Société des Nations, et de rédiger des manifestes indignés, mais les faits sont là : la liaison entre la Société des Nations et la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam est chose prouvée. Le Bureau du Travail est une organisation créée conjointement avec les patrons par les chefs du mouvement syndical contemporain, dans le but de tromper les ouvriers de tous les pays. Les frais d'entretien en sont assurés par la Société des Nations. Le directeur de l'institution, M. Albert Thomas, touche 220.000 francs d'appointements annuels. Est-il possible que ce soit uniquement pour les beaux yeux de Thomas, Jouhaux, Legien et Oudgeest que les capitaines français, anglais et américains jettent ainsi l'argent au vent ?

La Fédération Syndicale Internationale affirme, pour expliquer sa participation à la conférence de Washington, qu'elle a obligé la Société des Nations à « promettre » aux peuples allemand et autrichien « des droits identiques à ceux dont jouissent actuellement les ouvriers des autres pays ». Il est fort possible que Jouhaux et consorts aient « obligé » Clemenceau, Lloyd George et Wilson à « promettre cette égalité de droits » mais il faut véritablement — qu'on ne passe l'expression — être bouché à l'émeri ou ne pas vouloir ouvrir les yeux, pour ajouter foi aux promesses de la Société des Nations il faut intentionnellement oublier l'acte de brigandage inouï qu'est la paix de Versailles, œuvre de la

Société des Nations et l'écrasant fardeau dont elle accabla le peuple allemand, pour avoir le triste courage de se glorifier devant les ouvriers, comme d'une victoire, de lui avoir arraché une promesse quelconque.

Appleton, Jouhaux, Oudgeest et Fimen affirment ensuite qu'ils ont invité les ouvriers à boycotter la Hongrie blanche et à arrêter tout transport de munitions à destination de la Pologne. C'est exact. Mais comment expliquer que la Hongrie Soviétiste ayant été écrasée en août 1919, l'appel au boycottage de la réaction hongroise ne fut publié que 8 mois après la victoire de cette dernière. Comment le fait-il qu'on ait mis si longtemps à comprendre toute l'horreur de la situation des ouvriers hongrois ? Fallait-il donc attendre que dizaines de milliers de prolétaires bourgeois périrent dans les tortures pour commencer en leur faveur une action d'agitation internationale ? Non, certes. Si la Centrale Syndicale d'Amsterdam s'est décidée enfin à prendre la défense du prolétariat hongrois après avoir gardé longtemps le silence, c'est que ses dirigeants, — qui, par le soutien qu'ils ont accordé à leurs gouvernements respectifs, sont moralement responsables de l'écrasement de la Hongrie, ne pouvaient plus décentement se taire devant les ouvriers de leurs pays, car alors tout, jusqu'aux pierres, criait vengeance contre les crimes de la bande noire hongroise. Le boycottage dura deux semaines, après quoi il fut levé. En somme, le boycottage de la réaction hongroise qu'il convient d'approuver entièrement, ne fut de la part de Jouhaux, Appleton et consorts, qu'un vain geste qui, d'ailleurs, arriva trop tard. Quant à la Russie, les directeurs de la Centrale Syndicale auraient mieux fait de passer sous silence la façon dont ils aident le prolétariat russe dans sa lutte. Nous n'attachons pas grande importance aux paroles que ne suit aucun acte ; mais tout ce qu'on peut dire, c'est que, même en ce qui concerne les résolutions, les appels, les manifestes et l'agitation, rien n'a été fait pour la révolution russe.

La Centrale d'Amsterdam déclare enfin dans sa réponse que Jouhaux, Legien, Oudgeest et Fimen luttent contre toute dictature d'où qu'elle vienne. Tout doux, Messieurs ! Il ne nous semble pas vous avoir beaucoup vus lutter jusqu'à présent contre la dictature de la bourgeoisie. Nous voudrions bien savoir en quoi consiste votre lutte. Il serait extrêmement intéressant de vous voir communiquer aux syndiqués de tous les pays des renseignements sur le caractère de la lutte que Jouhaux, Legien, et leurs amis ont soutenue contre la dictature de la bourgeoisie. De cette lutte contre la dictature de la bourgeoisie, personne n'en a jamais entendu parler ; et revanche ce que l'on sait bien, c'est que les personnages susnommés ont béni l'union sacrée du Travail et du Capital et assumé ainsi la responsabilité morale du carnage international ; ce que l'on sait, c'est qu'ils sont les protagonistes de la paix sociale, c'est-à-dire du maintien de la dictature de la bourgeoisie, et, ainsi toutes vos déclarations dans lesquelles vous affirmez être contre toute dictature ne sont qu'hypocrisie pure. A vrai dire, vous êtes seulement contre la dictature du prolétariat, et tous ceux qui sont contre la dictature du prolétariat sont en réalité pour celle de la bourgeoisie.

Un fait extrêmement caractéristique de l'état d'esprit des chefs de la Centrale Syndicale d'Amsterdam, c'est que ces derniers non seulement s'intitulent socialistes, mais cherchent à se faire passer pour des « socialistes-révolutionnaires ». A

preuve, la déclaration faite par Fimen, secrétaire de la Centrale Syndicale, dans son récent rapport de Prague (*V. Freiheit*, 15 octobre 1920) :

« Notre Internationale est révolutionnaire et socialiste non seulement par sa théorie, mais aussi par ses actes et c'est pourquoi on nous a respectés à Washington (1)...Actuellement, la classe ouvrière, libérée du fardeau de la guerre, lutte pour la socialisation des moyens de production. Nous sommes déjà assez forts pour pouvoir, si une guerre éclate, l'arrêter en déclanchant la grève internationale. Nous voulons le socialisme, mais pour y arriver l'organisation est nécessaire ; il nous faut également donner une éducation socialiste aux masses ouvrières qui sont venues à nous après la guerre. Les illettrés ne peuvent faire la révolution, encore bien moins en défendre les conquêtes ; la révolution n'est possible qu'avec le concours d'un prolétariat instruit et discipliné. Nous luttons contre le blocus de la Russie Soviétiste ; nous voulons poursuivre la réalisation de nos tâches internationales aux côtés de nos camarades russes, auxquels nous tendons une main fraternelle et dont nous sommes prêts à écouter les leçons ; mais nos frères de Russie n'ont cessé de repousser avec des insultes la main que nous leur offrons ; ils ne veulent pas adhérer à notre Internationale, ils veulent la détruire. Jusqu'ici, nous nous sommes tus, mais si l'on nous contraint à la lutte, c'est, le cœur gros, que nous nous verrons forcés de l'accepter. »

Ces déclarations de Fimen sont on ne peut plus intéressantes. Elles nous font comprendre la véritable nature du syndicalisme réformiste contemporain. La socialisation des moyens de production est naturellement un mot d'ordre socialiste, mais l'enfer est pavé de bonnes intentions... et de bons mots d'ordre. Toute la question est de savoir comment on arrivera à réaliser cette socialisation : sera-ce par voie d'accord avec la bourgeoisie, ou par le renversement de cette dernière ? A cette question fondamentale, toute l'activité de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam donne cette seule réponse : « La socialisation de la production peut être le résultat d'un accord avec la bourgeoisie », — tandis que nous, nous professons que cette socialisation ne pourra se faire qu'après le renversement par la révolution du régime bourgeois et la proclamation de la dictature du prolétariat. Ces deux points de vue sont-ils conciliables ? En aucun cas. Nous sommes arrivés, en effet, à une époque où le socialisme n'est plus une question du domaine de la théorie pure, mais une question concrète exigeant une solution pratique. Ou bien le prolétariat sortira vainqueur de la terrible lutte de classe, ou bien le développement de l'humanité sera arrêté pour des dizaines d'années. Quel avantage le prolétariat peut-il retirer de la reconnaissance verbale du socialisme ? De quelle utilité lui sont les programmes éloquentes ou les déclarations sonores ? Tout cela ne sert qu'à tromper les masses. Fimen affirme que l'Internationale d'Amsterdam compte 27 millions de membres et qu'elle peut, par le déclenchement de la grève internationale, empêcher la guerre. Il y a là une illusion de statistique. Ces 27 millions de membres sont représentés par les syndicats révolutionnaires aussi bien que par les syndicats réformistes, c'est-à-dire par les éléments contraires qui s'excluent les uns les autres. Certes, l'Allemagne compte huit millions et demi de syndiqués, et il y a parmi eux tant de conservateurs et même de réactionnaires, qu'aucune socialisation n'est possible. Si l'on calcule exactement le nombre des syndiqués solidaires de la tactique et du programme de l'Internationale

Syndicale d'Amsterdam et que l'on en déduise la minorité révolutionnaire de chaque pays, il faudra réduire de moitié au moins le chiffre de 27 millions. En somme, les chiffres sur lesquels on s'appuie ne prouvent rien, car ce sont là des valeurs purement arithmétiques, et du moment que les éléments qu'elles représentent sont incapables à la lutte et que, chez la plupart d'entre eux et particulièrement chez les chefs, le nationalisme l'emporte encore sur l'internationalisme, leur nombre, si considérable qu'il soit, ne fait rien à l'affaire. Il ne faut pas se faire d'illusion : s'il y avait réellement en Europe 27 millions d'ouvriers bien organisés, conscients et sachant ce qu'ils veulent, il y a longtemps que la question du socialisme serait résolue. Mais le malheur est que des millions de syndiqués sont encore infectés des idées du réformisme, et particulièrement de l'idée de la paix sociale ; et tant que ces idées, chères à Fimen, Jouhaux, Oudgeest et Legien, régneront dans les syndicats, on peut l'affirmer avec certitude, aucune grève internationale, même contre la guerre, ne sera possible.

Fimen déclare vouloir agir aux côtés des camarades russes ; il leur tend la main, mais ceux-ci la repoussent. Quand on a offert la main aux révolutionnaires russes, ils ne l'ont jusqu'ici jamais repoussée, et ils sont toujours prêts à marcher avec tous ceux qui se battent sur le front de la révolution sociale. S'il nous arrive de repousser une main tendue, c'est seulement dans le cas où l'on nous propose de causer sur la socialisation, sans rien faire pour en hâter la réalisation ; c'est lorsque, au lieu de la lutte de classe, on nous offre la paix sociale, et qu'on nous préconise l'emploi, sur l'échelle internationale, des moyens qui ont échoué sur l'échelle nationale, en un mot, lorsque, au lieu du pain du socialisme, on nous offre la pierre du réformisme.

Ce n'est pas contre des individus que nous luttons, c'est contre un programme, contre une tactique, contre toute une idéologie et, dans ce cas, il est évident que nous ne pouvons accepter la main qu'on nous tend. Pas de compromis, pas d'accord avec ceux qui cherchent à résoudre la question sociale au moyen d'une entente avec la bourgeoisie. La lutte acharnée, implacable pour l'influence sur les masses et la conquête des unions professionnelles, la propagande révolutionnaire au sein des syndicats dans le but d'en faire l'instrument de la révolution sociale, telles sont les tâches qui s'imposent à chaque révolutionnaire, à chaque communiste.

Voilà pourquoi nous sommes si hostiles à toute l'idéologie et à toute la politique de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Voilà pourquoi, en face de cette organisation basée sur le principe de la paix sociale, nous créons une organisation syndicale internationale, basée, elle, sur le principe de la guerre de classes. Mais alors viennent des gens qui nous disent : « La création d'une nouvelle union internationale, c'est la désorganisation du mouvement syndical. Puisque vous êtes contre toute scission au sein des syndicats isolés, pourquoi voulez-vous donc scissionner l'Internationale d'Amsterdam ? Ne vaut-il pas mieux rester dans cette Internationale, attirer à soi les éléments de gauche et lutter pour ses idées à l'intérieur même de cette organisation ? » Nous répondons : « Nous restons dans les organisations qui sont liées aux masses, et c'est pourquoi nous invitons les révolutionnaires à ne pas démembrer les syndicats, à ne pas abandonner leur fédération nationale. Nous nous opposons également à ce que les syndicats et leurs fédérations sortent des confédéra-

tions, comme ç'a été le cas en France, où l'Union syndicale des Bouches-du-Rhône a quitté la Confédération Générale du Travail. Nous sommes contre la sortie des syndicats de leurs unions internationales. Les métallurgistes, les ouvriers du textile, les mineurs et autres sont tenus de rester dans leurs fédérations internationales. Mais la direction d'Amsterdam n'a rien de commun avec les masses ouvrières. C'est un état-major politique, c'est la 2^e Internationale, sous sa pire forme syndicale. Le prolétariat international n'a nullement besoin d'un pareil état-major. Il ne peut que lui nuire et, par conséquent, doit être détruit.

Quand nous signalions que l'Internationale d'Amsterdam n'est qu'une mauvaise reproduction syndicale de la 2^e Internationale, on nous répondait que ces deux organisations n'ont rien de commun, que l'Internationale Syndicale est une organisation indépendante et qu'elle n'est liée en quoi que ce soit à la 2^e Internationale. Mais, en réalité, il y a, entre ces deux organisations, un lien et même beaucoup plus étroit qu'on ne le pense. Le dernier Congrès de la 2^e Internationale, tenu à Genève, fut présidé par Tom Shaw, un des leaders des plus en vue du mouvement syndical anglais, qui, comme le fait remarquer Adolphe Braun, dirigea les débats avec le plus grand tact. Le social-démocrate allemand ne nous dit pas en quoi exactement Tom Shaw a fait preuve de tact, mais il n'est pas difficile de le deviner. Le Congrès était composé de nationalistes acarnnés et d'agents gouvernementaux ; l'atmosphère était donc saturée de nationalisme intransigeant, et le moindre mot imprudent eût pu déclencher une tempête. Mais Tom Shaw sut louver adroitement et mener à bonne fin ce congrès, qui était censé représenter la solidarité internationale ouvrière. Pour tous les membres du Congrès, il était clair que la 2^e Internationale est une institution morte : il fallait trouver une solution ! C'est alors que Vandervelde eut l'heureuse idée de transférer la 2^e Internationale à Londres et de confier au parti ouvrier anglais (le plus fort des partis de l'Internationale) le soin de diriger la politique internationale du social-patriotisme en faillite. Les trade-unions anglaises constituent ainsi la base de la 2^e Internationale.

Quand les chefs de l'Internationale d'Amsterdam virent que leurs affaires allaient de mal en pis, ils résolurent de profiter de l'idée. Il est à signaler que les syndicats anglais n'ont pas été tendres pour le président de l'Internationale d'Amsterdam, Appleton. Celui-ci, en directeur de la Fédération du Travail d'Angleterre, qui englobe le sixième des syndiqués anglais, représentait les syndicats de la Grande-Bretagne dans l'Internationale d'Amsterdam. Le dernier Congrès des Syndicats anglais, tenu à Portsmouth (6-9 septembre), fit, selon l'expression du *Daily Herald*, l'« opération de l'appendice » : il condamna sévèrement la politique antiouvrière d'Appleton, qui menait alors une campagne ignoble contre les mineurs en grève, et dénia à la Fédération, dont Appleton était le président, le droit de représenter les syndiqués anglais. Le congrès arrêta ensuite que les syndicats anglais auraient la faculté de participer à l'organisation syndicale internationale par l'intermédiaire de représentants désignés par le congrès. L'Internationale d'Amsterdam se trouva alors dans une position ridicule : son président Appleton avait été fustigé, et par qui ? par eux-mêmes. Il fallait trouver une issue à la situation. On s'en tira en annonçant pour le 23 novembre la réunion, à Londres, d'un congrès qui aurait à se prononcer sur la question du transfert d'Amsterdam à Londres du centre syndical international. Et ainsi les tradé-

unions anglaises, qui s'étaient chargées de la tâche ingrate de restaurer la 2^e Internationale, deviennent maintenant les sauveurs de l'Internationale d'Amsterdam. Il n'y aura plus lieu de parler de l'opposition du grand Moscou au petit Amsterdam ; l'alternative se posera ainsi : Moscou ou Londres ?

La presse syndicale allemande, qui prévoit la tournure des événements, a déjà abordé la discussion de la question : Moscou ou Londres ? Les leaders du mouvement syndical allemand ont un plaisir particulier à nous opposer en cette occasion, à nous autres Russes, la vieille tactique éprouvée des trade-unions anglaises. Eh bien ! nous relevons le gant, puisque, dans le langage de la lutte contemporaine, l'opposition : Moscou ou Londres, signifie : le réformisme ou le socialisme révolutionnaire ? Lutte de classes ou collaboration de classes ? Révolution sociale, dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise ? Par leur lutte de trois ans contre l'impérialisme mondial et le réformisme, le prolétariat russe et, par suite, les syndicals russes, ont prouvé que la voie dans laquelle ils se sont engagés est la bonne. Si les réformistes de tous les pays, alléguant l'impossibilité pour eux de se soumettre à la dictature moscovite, après avoir dressé contre Moscou Genève, puis Amsterdam, nous opposent maintenant Londres, c'est parce qu'ils considèrent la révolution russe comme la menace la plus terrible pour leur programme et leur tactique. Pas un instant, nous ne doutons de l'issue de la lutte entre ces deux pôles : Moscou et Amsterdam. Cela revient à dire : la révolution ou la réaction ? Aussi vrai que la révolution ne peut pas ne pas éclater, Moscou vaincra.

On pousse maintenant les hauts cris, particulièrement en France et en Allemagne, contre la dictature de Moscou ; mais jetons un coup d'œil rétrospectif sur le mouvement syndical et socialiste d'avant-guerre dans tous les pays.

La dictature était alors exercée par l'Allemagne. Pourquoi ? Parce que le parti allemand et les syndicats allemands étaient les plus forts ; ils avaient la direction morale et idéologique du mouvement ouvrier international ; aussi parlait-on de la « dictature » de la social-démocratie allemande et des syndicats allemands. A l'heure qu'il est, tout le mouvement ouvrier international s'inspire de la révolution russe ; d'où la « dictature » de Moscou. En fait, il n'y a aucune dictature de personnes ; il n'y a que la *dictature de la révolution*. Mais il ne peut en être autrement. Faites la révolution chez vous, disons-nous aux Allemands, aux Anglais et aux Français, et vous aurez alors la première place dans l'Internationale. En attendant, tous les cancanes sur la dictature de Moscou ne sont que démagogie pure.

A. LOSOVSKY.

ALEXANDRA KOLLONTAI

LA FAMILLE ET L'ETAT COMMUNISTE

2^e édition

Une brochure 0 fr. 40
Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

LES INSTITUTIONS SOVIÉTISTES

L'Institut Supérieur de Formation Politique et d'Instruction générale

La guerre et la révolution ont éveillé dans les masses la soif de la science. Pendant les trois années de son existence, le pouvoir soviétiste a accompli dans le domaine de la formation politique et de l'instruction générale une œuvre qui, malgré toute son étendue, représente à peine le millième de ce qu'il reste à faire.

La tâche, en effet, était des plus ardues. Une population presque exclusivement rurale, en majorité illettrée, des dizaines de milliers de hameaux perdus, incultes : tel était le milieu qu'il fallait pénétrer, instruire. La mobilisation d'une partie considérable de la population, la ruine économique générale, la désorganisation des voies de communication et du service postal, l'épuisement des stocks de papier, le défaut de crayons et de fournitures de bureau, l'incroyable pénurie de livres (d'une édition de 50 à 100.000 exemplaires, il ne reste rien au bout de quelques jours), le manque de pétrole et l'insuffisance de travailleurs au centre et en province par suite de l'exode au front des meilleurs d'entre eux, la relégation, dans l'ordre d'urgence du travail de formation politique et d'instruction générale au dernier plan, tout cela entravait considérablement notre œuvre. Comme cette œuvre était d'une nécessité vitale, elle s'effectuait néanmoins, mais sans méthode aucune. La section extra-scolaire du Commissariat de l'Instruction publique, parmi les différentes organisations, n'était pas la seule à travailler à la diffusion des lumières parmi les masses. La Direction Politique de la République (organisation militaire chargée de la formation politique et de l'instruction générale au sein de l'Armée Rouge) avait son appareil à elle, immense et fortement centralisé, avec des organes spéciaux de ravitaillement, de recensement et autres. Chaque syndicat avait sa section de culture ; l'Université populaire fonctionnait à l'écart, complètement indépendante ; le Comité Exécutif Central panrusse, par ses trains et ses bateaux d'agitation et de propagande, accomplissait un travail analogue à celui du Parti Communiste et de la Centrale Politique des Voies et Communications. En somme, il n'y avait pas une institution qui ne s'occupât plus ou moins de l'instruction des masses. La section extra-scolaire du Commissariat de l'Instruction Publique, qui prit par la suite le nom de « Institut Supérieur de Formation Politique et d'Instruction Générale » (I.F.P.I.G.), s'efforçait vainement de faire confluer en une vaste rivière tous ces ruisseaux isolés.

La question de l'unité de plan économique ayant été posée par le neuvième congrès du Parti, les travailleurs de l'instruction publique s'aperçurent

enfin que leur œuvre, au lieu de s'effectuer sur l'échelle nationale, se poursuivait au hasard, sans plan aucun, ce qui entraînait la dispersion des moyens de réalisation et par suite une fâcheuse déperdition de forces.

Dans sa session de septembre, le Conseil Exécutif Central panrusse, sous la pression des masses, décida d'instituer un organe unique de formation politique et d'instruction générale, qui fut le I.F.P.I.G. Le soin de publier le décret relatif à la création de cet organe était confié au Conseil des Commissaires du Peuple.

Le 1^{er} novembre, eut lieu la conférence panrusse des instituts régionaux de formation politique et d'instruction générale, qui réunit les directeurs des sections de gouvernements et d'arrondissements. Il vint des travailleurs de toutes les extrémités de la Russie ; la République d'Extrême Orient, la Sibérie, la République de Kazan, l'Ukraine, le Don et le Caucase envoyèrent leurs délégués. Plusieurs d'entre eux durent franchir des milliers de verstes (un délégué même voyagea onze jours) pour arriver au Congrès qui réunit un total de 500 membres. Les communistes formaient la majorité ; outre les sympathisants, 60 % des congressistes étaient inscrits au parti. Les directeurs des instituts de formation politique et d'instruction générale ne sont point pour la plupart des pédagogues de profession ; beaucoup sont des propagandistes, des militants du parti. Parmi les sans-parti, nombreux sont les membres du personnel enseignant, extra-scolaire, composé de spécialistes pour la formation et le développement intellectuels des adultes : bibliothécaires, professeurs aux cours d'adultes, organisateurs de maisons populaires ou de clubs, etc... Le travailleur extra-scolaire est ordinairement un homme convaincu et désintéressé.

Depuis plus d'un an et demi, il ne s'était point tenu de congrès panrusse de l'œuvre extra-scolaire. Aussi les questions à résoudre étaient-elles nombreuses. La conférence qui dura une semaine revêtit un caractère particulier. Sur chacune des questions à l'ordre du jour, on vit s'inscrire toute une série d'orateurs : chaque travailleur provincial avait à cœur de faire part de ses idées et de son expérience. La conférence se refusa obstinément à limiter les débats, elle voulut examiner à fond chaque question. Et c'est tout naturel. Dans les conditions actuelles de la vie russe, en effet, tout homme qui se consacre à l'œuvre de la formation politique et de l'instruction des masses doit être plus qu'un travailleur moyen : presque partout il lui faut labourer une terre encore vierge. Le centre ne fait que donner les direc-

tives, mais ces directives chacun doit ordinairement les interpréter lui-même, en tenant compte du milieu, des conditions locales de la réorganisation révolutionnaire de la vie sociale. Ce qu'il faut ici, ce n'est pas une initiative quelconque, c'est une activité vraiment créatrice, une tension extraordinaire de toutes les forces de l'être.

La conférence eut à délibérer sur des questions d'une importance capitale, savoir : la nature même du travail, l'étroite connexion de ce travail avec celui des Commissariats économiques, l'unité de plan d'action et enfin, l'adaptation de l'organisation aux tâches nouvelles mises à l'ordre du jour dans le domaine de la formation politique et de l'instruction générale.

Dans son discours d'ouverture, Lounatcharsky parla de la nécessité d'organiser un centre de formation politique et d'instruction générale dont il mit en lumière toute la signification ; Lénine traita surtout de la nature du travail à accomplir. Il démontra que, au moment du passage à de nouvelles formes d'existence, le travail extra-scolaire ne pouvait être apolitique, sans se condamner à l'insuccès certain, à la mort. Puis il indiqua la nature du travail politique à l'heure actuelle, fit ressortir l'étroite interdépendance de la politique et de l'économie et montra l'importance capitale de l'œuvre de l'organisation économique.

Les autres orateurs s'attachèrent également à mettre en lumière l'importance de la réorganisation économique, ainsi que la nécessité d'y participer d'une façon active et d'adapter toutes les institutions de formation politique et d'instruction générale à cette tâche fondamentale du moment. Kroupskaïa, dans son rapport sur l'unité de plan dans l'œuvre de la formation politique et de l'instruction générale, indiqua comment il fallait adapter aux tâches du moment les bibliothèques, clubs, cours d'adultes ainsi que les différentes formes d'agitation et de propagande ; comment il fallait les réorganiser pour les faire contribuer à l'œuvre de réorganisation économique.

Larine, l'un des travailleurs les plus en vue du Conseil Supérieur de l'Économie Populaire, et A. Sviderski, membre du Collège du Commissariat du Ravitaillement, firent des rapports très importants. Celui de Larine était intitulé : « La propagande pour la production, en rapport avec le problème de réorganisation de la vie économique du pays » ; celui de Sviderski avait pour sujet : « La campagne d'approvisionnement et l'œuvre de formation politique et d'instruction générale

rait certainement un tournant dans l'histoire de l'instruction extra-scolaire.

La conférence pansrusse des instituts de formation politique et d'instruction générale eut pour résultat de faire complètement abandonner l'ancien point de vue sur la nature du travail extra-scolaire : on comprit qu'on ne pouvait plus se borner à une œuvre de culture purement abstraite, complètement détachée de la vie pratique.

Au début du mois de novembre, le Conseil des Commissaires du Peuple publia un décret ordonnant la création de l'I.F.P.I.G. dont la direction fut confiée à une commission de cinq membres. Cette commission se compose exclusivement de communistes : deux d'entre eux sont en même temps membres du Collège du Commissariat de l'Instruction Publique ; un autre est membre du Comité Central du Parti Communiste russe et du Bureau d'organisation. Quant au Commissariat populaire, il entre d'office dans la direction de l'I.F.P.I.G.

Actuellement, l'I.F.P.I.G. effectue un travail considérable dans le but de rassembler autour de soi et d'unifier l'action des différentes institutions et organisations. Il est mis en relations étroites avec les syndicats, les organisations militaires et l'union de la jeunesse. Continuellement on s'adresse à lui pour des renseignements ; tantôt c'est l'association des étudiants de la Faculté de Médecine qui lui demande des indications ; tantôt ce sont les cours d'instruction publique ou des organisations diverses qui ont besoin de ses directives. Le I.F.P.I.G. devient en fait le centre de la formation politique. Déjà à l'époque où il n'était que la section de formation politique et d'instruction générale du Commissariat de l'Instruction publique, il avait entrepris un grand travail pour la lutte contre l'ignorance ; il avait participé à l'action des écoles du parti, aux campagnes d'agitation, à l'œuvre des bibliothèques, etc., etc. La Russie compte des millions d'illettrés, à l'instruction desquels on s'est mis avec ardeur.

Spécialement pour eux, on ouvre partout des écoles (Petrograd seul en compte plus de 500), on forme un personnel enseignant, on imprime des abécédaires. Quant au parti lui-même, il a ouvert pour les illettrés, dans tous les chefs-lieux de gouvernements et dans bon nombre de chefs-lieux d'arrondissements, des écoles dotées de « homes » pouvant contenir jusqu'à 200 et 300 personnes. Le nombre des écoles du parti sera porté au 1^{er} mars, à 3 ou 4 par gouvernement.

Le I.F.P.I.G. contribua à la campagne d'ap-



LES COMMUNISTES INTERNATIONAUX EN UKRAINE

Les communistes internationaux en Ukraine, au cours d'une séance de travail, à Kiev, le 15 novembre 1935. À gauche, le camarade P. P. P. (1) et le camarade V. V. V. (2). Au milieu, le camarade S. S. S. (3) et le camarade K. K. K. (4). À droite, le camarade M. M. M. (5) et le camarade L. L. L. (6).

notices bibliographiques sur l'organisation économique et dressé pour chaque type de bibliothèque (maisons de lecture dans les villages, bibliothèques de cantons, bibliothèques volantes dans les villes) un catalogue spécial d'ouvrages consacrés aux questions économiques.

La section des musées et excursions a développé une activité intense. Elle organise actuellement des musées dans les usines, publie un indicateur pour les excursions les plus importantes (exposition du Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, de la protection de l'enfance et de la maternité, musée du Travail, etc...), et, de concert avec la section scientifique technique du Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, institue des cours spéciaux où l'on enseigne, l'art de l'excursion.

Le bureau des conférences élabore le programme des conférences sur la production ; il travaille en union avec la section photo-cinématographique et les autres institutions s'occupant également de l'œuvre des conférences publiques.

La section d'agitation se prépare à la campagne des semailles qu'elle mènera conformément aux plans des Commissariats du Ravitaillement et de l'Agriculture.

Le I.F.P.I.G. a participé de la façon la plus active à l'organisation de la propagande pour la production, qui est actuellement une des questions à l'ordre du jour. Le régime capitaliste développait fatalement chez l'ouvrier l'indifférence complète aux résultats du travail. Comme les fruits de son labeur étaient prélevés par le patron, la quantité de locomotives ou mètres d'étofes qu'il fabriquait n'intéressait aucunement l'ouvrier. Ce qui importait à ce dernier, c'était la durée, l'intensité, les conditions générales et la rémunération du travail. Dans sa lutte contre le Capital, l'ouvrier avait recours à des moyens de pression, tels que la grève, le sabotage, la grève italienne, etc... qui, pour atteindre leur but, n'en avaient pas moins les conséquences les plus fâcheuses sur la production elle-même. Mais l'ouvrier n'en était nullement troublé, car il n'était pas le maître.

La révolution de novembre a conféré au prolétariat la propriété des fabriques et des usines, mais, maintenant encore, l'état d'esprit spécial au salarié se maintient vivace dans les couches arriérées de la classe ouvrière. Durant ces trois dernières années, le prolétariat a considérablement progressé, mais la guerre a drainé le meilleur de ses forces. Les « soubbotniks » (samedis communistes) ont marqué une évolution dans l'état d'esprit des masses. Maintenant que la guerre est terminée, la vie économique est devenue le centre de l'attention générale. Aussi la lutte contre la désorganisation, la propagande en faveur de l'intensification de la production ont-elles acquis une importance capitale. La propagande pour la production a pour but de faire participer les masses ouvrières à l'organisation et à la direction de la production ; et ainsi les ouvriers, auxquels la loi a conféré la propriété des instruments de production, deviendront les maîtres effectifs de l'industrie, ce qui ne peut manquer d'avoir une

influence considérable sur toute la vie économique. L'œuvre de réorganisation de la production contribuera, on ne peut mieux, au développement des masses.

Le I.F.P.I.G. a entrepris une étude approfondie et détaillée de la question de la propagande pour la production. Ses thèses examinées à une assemblée extraordinaire convoquée par le Comité Central, et à laquelle ont pris part les représentants des Commissariats économiques, ont été adoptées dans leur assemblée.

A l'heure actuelle, le I.F.P.I.G., le Commissariat de l'Instruction Publique, le Comité Exécutif Central panrusse et le Comité Central du Parti Communiste Russe ont créé un puissant organe qui, s'appuyant sur ses sections régionales, centralise la formation politique des masses laborieuses, lui donne un développement considérable et la dirige dans sa voie véritable.

N. KROUPSKAYA.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	32 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

LA REVOLUTION PROLETARIENNE et le renégat Kautsky Par N. LENINE

Un volume, in-16 Jésus..... 4 fr. »
France .. 4 fr. 50

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e).